Supplemento ordinario alla "Gazzetta Ufficiale,, n. 257 del 4 novembre 1997 - Serie generale

Spedizione in abb. post. 70% - Filiale di Roma

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA **Roma - Martedì, 4 novembre 1997** SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI NON FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE LEGGI E DECRETI - VIA ARENULA 70 - 00100 ROMA
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO E ZECCA DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA G. VERDI 10 - 00100 ROMA - CENTRALINO 85081

N. 226/L

LEGGE 9 ottobre 1997, n. **376.**

Ratifica ed esecuzione della convenzione relativa alla codifica delle dichiarazioni che figurano nei documenti di stato civile, con due annessi, fatta a Bruxelles il 6 settembre 1995.

LEGGE 9 ottobre 1997, n. **377.**

Ratifica ed esecuzione dell'accordo tra il Governo della Repubblica italiana ed il Governo della Repubblica argentina sulla cooperazione nel campo della protezione dell'ambiente, fatto a Buenos Aires il 22 maggio 1990.

LEGGE 9 ottobre 1997, n. **378.**

Ratifica ed esecuzione dell'accordo tra il Governo della Repubblica italiana ed il Governo di Hong Kong in materia di servizi aerei, con allegata tabella delle rotte, fatto a Roma il 9 ottobre 1996.

SOMMARIO

Convention relative au codage

des énonciations figurant dans les documents d'état civil

Les Etats signataires de la présente Convention, membres de la Commission Internationale de l'Etat Civil,

Désireux de faciliter la circulation internationale et la compréhension des actes de l'état civil, des extraits de ces actes et d'autres documents d'état civil,

Sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1er

1. Les enonciations figurant dans les documents d'état civil etablis en application des Conventions et des Recommandations de la Commission Internationale de l'Etat Civil visées à l'annexe 1 de la présente Convention sont pourvues des codes prévus à l'annexe 2 de la présente Convention.

2. Chaque Etat contractant pourra en outre, à tout moment, indiquer les documents d'état civil nationaux dont les énonciations seront pourvues des codes prévus à l'annexe 2. Notification en sera faite au Conseil Fédéral Suisse.

Article 2

1. Tout document d'état civil établi conformément à l'article 1er par un Etat contractant est accepte sans traduction par les officiers de l'état civil des autres Etats contractants.

2. Si l'intéressé le demande, la signification des codes utilisés dans ce document sera exprimée dans la langue ou l'une des langues officielles de l'Etat où il est utilisé. Ce document pourra aussi être décodé et établi dans la langue ou l'une des langues officielles de l'Etat où il est utilisé.

Article 3

1. Le décodage prévu à l'article 2, second alinéa, sera effectué soit par un officier de l'état civil soit par toute autre autorité de l'Etat contractant où le document est utilisé.

2. Lors de la ratification de la présente Convention, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, chaque Etat contractant devra désigner les autorités compétentes visées à l'alinéa premier. Il devra déposer auprès du Secrétariat Général de la Commission Internationale de l'Etat civil la traduction dans sa ou ses langues officielles des termes inclus dans la liste figurant à l'annexe 2 de la présente Convention. Cette traduction devra être approuvée par le Bureau de la Commission Internationale de l'Etat Civil.

3. Toute modification ultérieure de la désignation des autorités compétentes sera notifiée au Conseil Fédéral Suisse.

Article 4

La présente Convention sera ratifiée, acceptée ou approuvée et les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du Conseil Fédéral Suisse.

Article 5

Tout Etat pourra adhérer à la présente Convention. L'instrument d'adhésion sera déposé aupres du Conseil Fédéral Suisse.

Article 6

1. La présente Convention entrera en vigueur le premier jour du septième mois qui suit celui du dépôt du deuxième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

2. A l'égard de l'Etat qui ratifiera, acceptera, approuvera ou adhérera après son entrée en vigueur, la Convention prendra effet le premier jour du septième mois qui suit celui du dépôt par cet Etat de l'instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

Article 7

1. Les annexes de la présente Convention pourront être modifiées par une resolution votée à l'unanimité par les représentants des Etats membres de la Commission Internationale de l'Etat Civil et des Etats non membres parties a la présente Convention.

2. Des énonciations codées pourront être ajoutées à l'annexe 2 par une résolution votée à la majorite simple par les représentants des Etats membres de la Commission Internationale de l'Etat Civil et des Etats non membres parties à la présente Convention.

3. Les résolutions visées au premier et au deuxième alinéas seront déposées auprès du Conseil Fédéral Suisse et prendront effet dans les rapports entre les Etats contractants à compter du premier jour du septième mois suivant ce dépôt.

Article 8

1. Tant que tous les Etats parties à l'une des Conventions visées à l'annexe 1 ne seront pas devenus parties à la présente Convention, les traductions préimprimées prévues par lesdites Conventions devront continuer à figurer sur les documents établis en application de l'article 1er, premier alinéa, de la présente Convention.

2. Lorsque tous les Etats parties à l'une des Conventions visées à l'annexe 1 seront devenus parties a la presente Convention, ils ne seront plus tenus de faire figurer les traductions preimprimees dans ces documents.

Article 9

1. Tout Etat, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion ou à tout autre moment par la suite, pourra déclarer que la présente Convention s'étendra à l'ensemble des territoires dont il assure les relations sur le plan international, ou à l'un ou plusieurs d'entre eux.

2. Cette déclaration sera notifiée au Conseil Fédéral Suisse et l'extension prendra effet au moment de l'entrée en vigueur de la Convention pour ledit Etat ou, ultérieurement, le premier jour du septième mois qui suit celui de la réception de la notification.

3. Toute déclaration d'extension pourra être retirée par notification adressée au Conseil Fédéral Suisse et la Convention cessera d'être applicable au territoire désigné le premier jour du septième mois qui suit celui de la réception de ladite notification.

Article 10

1. La présente Convention demeurera en vigueur sans limitation de durée.

2. Tout Etat partie aura toutefois la faculté de la dénoncer à tout moment après l'expiration d'un délai d'un an à partir de l'entrée en vigueur de la Convention à son égard. La dénonciation sera notifiée au Conseil Fédéral Suisse et prendra effet le premier jour du septième mois qui suit celui de la réception de cette notification. La Convention restera en vigueur entre les autres Etats.

Article 11

1. Le Conseil Fédéral Suisse notifiera aux Etats membres de la Commission Internationale de l'Etat Civil et à tout autre Etat ayant adhéré à la présente Convention :

a) le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion ;

b) toute date d'entrée en vigueur de la Convention ;

c) toute déclaration concernant l'extension territoriale de la Convention ou son retrait, avec la date à laquelle elle prendra effet ;

d) toute dénonciation de la Convention et la date à laquelle elle prendra effet ;

e) tout document visé à l'article 1er, second alinéa ;

f) toute désignation des autorités compétentes visées à l'article 3 et toute modification de cette désignation ;

g) toute résolution prise en vertu de l'article 7, premier alinéa.

2. Le Conseil Fédéral Suisse avisera le Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil de toute notification faite en application du premier alinéa.

3. Dès l'entrée en vigueur de la présente Convention, une copie certifiée conforme sera transmise par le Conseil Fédéral Suisse au Secrétaire Général des Nations Unies aux fins d'enregistrement et de publication, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies.

Article 12

Aucune réserve à la présente Convention n'est admise.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

Fait à Bruxelles le 6 septembre 1995 en un seul exemplaire, en langue française, qui sera déposé dans les archives du Conseil Fédéral Suisse, et dont une copie certifiée conforme sera remise, par la voie diplomatique, à chacun des Etats membres de la Commission Internationale de l'Etat Civil et aux Etats adhérents. Une copie certifiée conforme sera egalement adressée au Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil.

- ANNEXE 1 -

Liste des Conventions et Recommandations

visees a l'article 1er, alinéa 1, de la Convention

Convention (n° 1) relative à la délivrance de certains extraits d'actes de l'état civil destinés à l'étranger (signée à Paris le 27 septembre 1956)

Convention (n° 16) relative à la délivrance d'extraits plurilingues d'actes de l'état civil (signée à Vienne le 8 septembre 1976)

Recommandation (n° 5) relative à l'harmonisation des actes de l'état civil (adoptée par l'Assemblée Générale de Lisbonne le 10 septembre 1987)

Recommandation (n° 7) relative à l'harmonisation des extraits d'actes de l'état civil (adoptée par l'Assemblée Générale de Madrid le 7 septembre 1990).

- ANNEXE 2 -

Code des énonciations - Classification numérique

1- ETAT CIVIL

1-1	Autorité
1-1-1	Autorité ayant enregistré l'acte
1-1-2	Autorité de délivrance
1-1-3	Autorité requérante
1-1-4	Autorité requise
1-1-5	Autorité ayant pris la décision
1-1-6	Service de l'état civil de
1-1-7	Officier de l'état civil
1-1-7-1	Qualité de l'officier de l'état civil
1-1-7-2	Nom et prénoms de l'officier de l'état civil
1-1-7-3	Nom et prénoms de l'officier de l'état civil ayant enregistré l'acte
1-1-8	Juridiction
1-1-8-1	Juridiction ayant prononcé la décision
1-1-8-2	Juridiction civile
1-1-8-3	Juridiction religieuse
1-1-8-4	Cour d'Appel de ...
1-1-8-5	Tribunal de ...
1-1-8-6	Juridiction ayant prononcé la décision d'exequatur
1-1-9	Nom et prénoms du notaire
1-1-9-1	Adresse du notaire
1-1-9-2	Bureau notarial de ...
1-2	Registre de l'état civil
1-2-1	Registre des familles
1-2-2	Registre des naissances
1-2-3	Registre des mariages
1-2-4	Registre des décès
1-3	Acte de l'état civil
1-3-1	Copie d'acte de l'état civil
1-3-2	Extrait d'acte de l'état civil
1-3-2-1	Extrait plurilingue
1-3-3	Acte de naissance
1-3-3-1	Extrait d'acte de naissance
1-3-4	Acte de mariage
1-3-4-1	Extrait d'acte de mariage
1-3-5	Acte de décès
1-3-5-1	Extrait d'acte de décès
1-3-6	Acte de reconnaissance
1-4	Livret d'état civil
1-4-1	Livret de famille
1-4-2	Livret international de famille
1-5	Décision de rectification d'acte de l'état civil

2- LIEUX

2-1	Indications générales
2-1-1	Etat
2-1-1-1	Etat fédéré
2-1-1-2	Etat où la décision judiciaire a été rendue
2-1-1-3	Province
2-1-1-4	Région
2-1-1-5	Canton
2-1-1-6	Département
2-1-2	Domicile
2-1-2-1	Dernier domicile du défunt
2-1-2-2	Résidence
2-1-3	Adresse
2-1-3-1	Ville
2-1-3-2	Commune
2-1-3-3	Circonscription territoriale
2-1-3-4	Arrondissement
2-1-3-5	Avenue
2-1-3-6	Rue
2-2	Lieu d'établissement de l'acte
2-2-1	Lieu d'enregistrement de l'acte
2-2-2	Lieu de délivrance de l'extrait d'acte
2-3	Lieu de transcription
2-3-1	Lieu de transcription de l'acte
2-3-2	Lieu de transcription du jugement
2-4	Lieu de naissance
2-4-1	Lieu de naissance du père
2-4-2	Lieu de naissance de la mère
2-4-3	Lieu de naissance de l'enfant
2-4-4	Lieu de naissance de l'époux
2-4-5	Lieu de naissance de l'épouse
2-4-6	Lieu de naissance du défunt
2-5	Lieu du mariage
2-6	Lieu du décès
2-6-1	Lieu du décès de l'époux
2-6-2	Lieu du décès de l'épouse
2-7	Lieu d'origine
2-7-1	Lieu d'origine du père
2-7-2	Lieu d'origine de la mère
2-7-3	Lieu d'origine de l'époux
2-7-4	Lieu d'origine de l'épouse

3- NAISSANCE ET FILIATION

3-1	Père
3-2	Mère
3-3	Enfant
3-4	Sexe
3-4-1	Sexe masculin
3-4-2	Sexe féminin
3-4-3	Sexe indéterminé
3-5	Adoption
3-5-1	Adoption simple

3- NAISSANCE ET FILIATION

3-1 Père
3-2 Mère
3-3 Enfant
3-4 Sexe
3-4-1 Sexe masculin
3-4-2 Sexe féminin
3-4-3 Sexe indéterminé
3-5 Adoption
3-5-1 Adoption simple
3-5-2 Adoption plénière
3-5-3 Conversion de l'adoption simple en adoption plénière
3-6 Autorité parentale
3-6-1 Décision relative à l'autorité parentale
3-6-2 Autorité parentale exercée conjointement par les parents
3-7 Déclaration judiciaire de naissance

4- MARIAGE - DISSOLUTION DU LIEN CONJUGAL

4-1 Situation matrimoniale
4-1-1 Epoux (ou Mari)
4-1-2 Epouse (ou Femme)
4-1-3 Célibataire
4-1-4 Divorcé
4-1-5 Divorcée
4-1-6 Veuf
4-1-7 Veuve
4-2 Mariage
4-2-1 Mariage civil
4-2-2 Validation du mariage civil
4-3 Mariage religieux
4-3-1 Validation du mariage religieux
4-3-2 Annulation du mariage religieux
4-4 Régime matrimonial
4-4-1 Régime légal
4-4-2 Contrat de mariage
4-4-2-1 Régime de séparation des biens
4-4-3 Déclaration des époux relative au régime matrimonial
4-4-4 Changement du régime matrimonial
4-4-5 Modifications du régime matrimonial
4-4-6 Transfert de pouvoirs entre époux
4-5 Réconciliation des époux
4-5-1 Homologation de la réconciliation des époux
4-6 Séparation de corps
4-7 Dissolution du mariage
4-7-1 Divorce
4-7-2 Dissolution du mariage après séparation de corps
4-7-3 Dissolution du mariage par une autorité religieuse
4-7-4 Dissolution du mariage par décès

4-7-4-1 Dissolution du mariage par décès du mari
4-7-4-2 Dissolution du mariage par décès de la femme
4-8 Inexistence du mariage
4-9 Annulation du mariage

5- INCAPACITES - ABSENCE - DECES

5-1 Incapacités
5-1-1 Tutelle
5-1-1-1 Tutelle du mineur
5-1-1-2 Tutelle du majeur
5-1-1-3 Nom du tuteur
5-1-1-4 Prénoms du tuteur
5-1-1-5 Modification de la tutelle
5-1-1-6 Extinction de la tutelle
5-1-2 Curatelle du majeur
5-1-2-1 Nom du curateur
5-1-2-2 Prénoms du curateur
5-1-2-3 Modification de la curatelle
5-1-2-4 Extinction de la curatelle
5-1-3 Incapacités du majeur
5-1-4 Puissance paternelle exercée sur un majeur
5-1-5 Date du début de la gestion des biens
5-1-6 Répertoire civil
5-1-7 Emancipation
5-2 Déclaration d'absence
5-3 Décès
5-3-1 Déclaration judiciaire de présomption de décès
5-3-2 Déclaration de décès

6- NATIONALITE

6-1 Nationalité des personnes
6-1-1 Nationalité du père
6-1-2 Nationalité de la mère
6-1-3 Nationalité de l'époux
6-1-4 Nationalité de l'épouse
6-2 Attribution de la nationalité
6-3 Acquisition de la nationalité
6-4 Conservation de la nationalité
6-5 Recouvrement de la nationalité
6-6 Non-acquisition de la nationalité
6-7 Perte de la nationalité
6-8 Déchéance de la nationalité
6-9 Apatride

7- NOM

7-1	Nom du père
7-1-1	Nom du père de l'époux
7-1-2	Nom du père de l'épouse
7-2	Nom de la mère
7-2-1	Nom de la mère de l'époux
7-2-2	Nom de la mère de l'épouse
7-3	Nom de l'enfant
7-4	Nom de l'adoptant
7-5	Nom du conjoint
7-5-1	Nom de l'époux
7-5-1-1	Nom de l'époux avant le mariage
7-5-1-2	Nom de l'époux après le mariage
7-5-1-3	Nom de l'époux au moment de la délivrance de l'acte
7-5-1-4	Nom de l'époux après le jugement
7-5-2	Nom de l'épouse
7-5-2-1	Nom de l'épouse avant le mariage
7-5-2-2	Nom de l'épouse après le mariage
7-5-2-3	Nom de l'épouse au moment de la délivrance de l'acte
7-5-2-4	Nom de l'épouse après le jugement
7-5-3	Nom du dernier conjoint
7-5-3-1	Nom du dernier conjoint du défunt
7-5-4	Nom avant le mariage
7-5-5	Nom après le mariage
7-6	Nom du défunt
7-6-1	Nom du père du défunt
7-6-2	Nom de la mère du défunt
7-7	Nom et nationalité
7-7-1	Nom avant l'acquisition de la nationalité
7-7-2	Nom après l'acquisition de la nationalité
7-7-3	Nom après la perte de la nationalité
7-8	Changement de nom
7-9	Autres noms
7-9-1	Nom de famille
7-9-2	Nom matrimonial

8- PRENOM

8-1	Prénoms du père
8-1-1	Prénoms du père de l'époux
8-1-2	Prénoms du père de l'épouse
8-2	Prénoms de la mère
8-2-1	Prénoms de la mère de l'époux
8-2-2	Prénoms de la mère de l'épouse
8-3	Prénoms de l'enfant
8-4	Prénoms de l'adoptant
8-5	Prénoms du conjoint
8-5-1	Prénoms de l'époux

8-5-2	Prénoms de l'épouse
8-5-3	Prénoms du dernier conjoint
8-5-3-1	Prénoms du dernier conjoint du défunt
8-6	Prénoms du défunt
8-6-1	Prénoms du père du défunt
8-6-2	Prénoms de la mère du défunt
8-7	Prénoms et nationalité
8-7-1	Prénoms avant l'acquisition de la nationalité
8-7-2	Prénoms après l'acquisition de la nationalité
8-7-3	Prénoms après la perte de la nationalité

9- IDENTIFICATION DES ACTES ET DATES

9-1	Référence
9-1-1	Référence de l'acte de naissance
9-1-1-1	Référence de l'acte de naissance du père
9-1-1-2	Référence de l'acte de naissance de la mère
9-1-1-3	Référence du registre des naissances
9-1-2	Référence de l'acte de mariage
9-1-2-1	Référence de l'acte de mariage civil
9-1-2-2	Référence de l'acte de mariage religieux
9-1-2-3	Référence de l'acte du mariage célébré à l'étranger
9-1-2-4	Référence du registre des mariages
9-1-3	Référence de l'acte de décès
9-1-3-1	Référence du registre des décès
9-2	Numéro
9-2-1	Numéro de la loi
9-2-1-1	Numéro de l'article de la loi
9-2-2	Numéro de l'acte
9-2-3	Numéro de la décision
9-2-4	Numéro de l'acte au greffe du Tribunal du lieu de naissance
9-2-5	Numéro d'identification
9-2-6	Numéro du contrat
9-2-7	Numéro du registre
9-2-7-1	Numéro du registre des familles
9-2-7-2	Numéro de la page du registre
9-3	Authentification de l'acte de l'état civil
9-3-1	Signature
9-3-2	Timbre
9-3-3	Sceau
9-4	Dates et autres indications
9-4-1	Année
9-4-2	Mois
9-4-3	Jour
9-4-4	Heure
9-4-5	Minute
9-4-6	Date de la loi
9-4-7	Date de la requête
9-4-8	Date de l'acte notarié
9-4-9	Date du contrat

9-5	Date de l'acte de l'état civil
9-5-1	Date d'enregistrement de l'acte
9-5-2	Date de délivrance de l'acte
9-5-3	Date de la déclaration
9-5-3-1	Date de la déclaration devant l'officier de l'état civil
9-5-4	Date d'enregistrement de la mention
9-5-5	Date de transcription
9-5-5-1	Date de transcription de l'acte
9-5-5-2	Date de transcription du jugement
9-6	Date de la décision judiciaire
9-6-1	Date de la décision de la juridiction civile
9-6-2	Date de la décision de la juridiction religieuse
9-6-3	Date d'irrévocabilité de la décision
9-6-4	Date de la décision d'exequatur
9-7	Date de naissance
9-7-1	Date de naissance du père
9-7-2	Date de naissance de la mère
9-7-3	Date de naissance de l'enfant
9-7-3-1	Age de l'enfant
9-7-4	Date de naissance de l'époux
9-7-5	Date de naissance de l'épouse
9-7-6	Date de naissance du défunt
9-8	Date du mariage
9-8-1	Date du contrat de mariage
9-9	Date du décès
9-9-1	Date du décès présumé
9-9-2	Date du décès de l'époux
9-9-3	Date du décès de l'épouse

TRADUZIONE NON UFFICIALE

CONVENZIONE RELATIVA ALLA CODIFICA DELLE DICHIARAZIONI CHE FIGURANO NEI DOCUMENTI DI STATO CIVILE

Gli Stati firmatari della presente Convenzione, membri della Commissione Internazionale dello Stato Civile,

Auspicando agevolare la circolazione internazionale e la comprensione degli atti di stato civile, dei certificati estratti da tali atti e di altri documenti anagrafici,

Hanno convenuto le seguenti disposizioni;

Articolo 1°

1. Le dichiarazioni che figurano nei documenti di stato civile compilati in conformità alla Convenzione ed alle Raccomandazioni della Commissione internazionale dello Stato civile di cui all'Annesso 1 della presente Convenzione, sono accompagnate dei codici stabiliti all'annesso 2 della presente Convenzione.

2. Ogni Stato contraente potrà inoltre indicare, in qualsiasi momento, i documenti di stato civile nazionali le cui dichiarazioni saranno accompagnate dai codici previsti all'annesso 2. Il Consiglio Federale Svizzero sarà debitamente notificato al riguardo.

Articolo 2

1. Ogni documento di stato civile redatto in conformità all'articolo 1° da uno Stato contraente deve essere accettato senza traduzione dagli ufficiali di stato civile degli altri Stati contraenti.

2. Se la persona interessata lo richiede, il significato dei codici contenuti nel documento potrà essere esplicitato nella lingua o in una delle lingue ufficiali dello Stato in cui é utilizzato. Il documento potrà anche essere decodificato e compilato nella lingua o in una delle lingue ufficiali dello Stato in cui é utilizzato.

Articolo 3

1. La decodificazione prevista all'articolo 2, secondo capoverso, deve essere effettuata sia da un ufficiale di stato civile, sia da ogni altra autorità dello Stato contraente in cui il documento é utilizzato.
2. Al momento della ratifica, dell'accettazione, dell'approvazione della presente Convenzione, o dell'adesione ad essa, ciascuno Stato contraente dovrà indicare le autorità competenti di cui al capoverso primo, e depositare, presso il Segretario Generale della Commissione Internazionale dello Stato civile, la traduzione nella sua lingua (o nelle sue lingue ufficiali) dei termini contenuti nella lista figurante all'annesso 2 della presente Convenzione. Tale traduzione dovrà esser approvata dall'Ufficio della Commissione Internazionale dello Stato Civile.
3. Ogni ulteriore modifica riguardo alla designazione delle autorità competenti sarà notificata al Consiglio Federale Svizzero.

Articolo 4

La presente Convenzione sarà ratificata, accettata o approvata e gli strumenti di ratifica, di accettazione o di approvazione saranno depositati presso il Consiglio Federale Svizzero.

Articolo 5

Ogni Stato potrà aderire alla presente Convenzione. Lo strumento di adesione sarà depositato presso il Consiglio Federale Svizzero.

Articolo 6

1. La presente Convenzione entrerà in vigore il primo giorno del settimo mese successivo a quello di deposito del secondo strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione.

2. Per ciascuno Stato che ratifica, accetta, approva o aderisce alla Convenzione dopo la sua entrata in vigore, la stessa avrà effetto il primo giorno del settimo mese successivo a quello del deposito da questo Stato dello strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione.

Articolo 7

1. Gli annessi della presente Convenzione potranno essere modificati con una risoluzione votata all'unanimità dai rappresentanti degli Stati membri della Commissione Internazionale dello Stato Civile e degli Stati non membri parti alla presente Convenzione.

2. Potranno essere aggiunte dichiarazioni in codice all'annesso 2, sulla base di una risoluzione votata a maggioranza semplice dai rappresentanti degli Stati membri della Commissione Internazionale dello Stato Civile e degli Stati non membri Parti alla presente Convenzione.

3. Le risoluzioni di cui al primo ed al secondo capoverso saranno depositate presso il Consiglio Federale Svizzero ed avranno effetto nelle relazioni fra gli Stati contraenti a partire dal primo giorno del settimo mese dopo questo deposito.

Articolo 8

1. Fino a quando tutti gli Stati parti di una delle Convenzioni di cui all'annesso 1 non siano divenuti Parti alla presente Convenzione, le traduzioni prestampate stabilite da tali Convenzioni dovranno continuare a figurare sui documenti formati in applicazione dell'articolo 1°, primo capoverso, della presente Convenzione.

2. Quando tutti gli Stati Parti di una delle Convenzioni di cui all'annesso 1 saranno divenuti Parti della presente Convenzione, essi non avranno più l'obbligo di riportare la traduzione prestampata in tali documenti.

Articolo 9

1. Ogni Stato, al momento della firma, della ratifica, dell'accettazione, dell'approvazione o dell'adesione o in ogni altro successivo momento, potrà dichiarare che la presente Convenzione si estende all'insieme dei territori di cui cura le relazioni a livello internazionale, o a uno o più di loro.

2. Questa dichiarazione sarà notificata al Consiglio Federale Svizzero e l'estensione avrà effetto al momento dell'entrata in vigore della Convenzione per detto Stato, oppure, in un secondo tempo, il primo giorno del settimo mese successivo a quello in cui la notifica é stata ricevuta.

3. Ogni dichiarazione di estensione potrà essere ritirata mediante una notifica indirizzata al Consiglio Federale Svizzero e la Convenzione cesserà di essere applicabile al territorio designato il primo giorno del settimo mese successivo a quello in cui la notifica é stata ricevuta.

Articolo 10

1. La presente Convenzione rimarrà in vigore senza limiti di durata.

2. Ogni Stato parte avrà tuttavia facoltà di denunciarla in qualunque momento dopo lo scadere del termine di un anno a partire dall'entrata in vigore della Convenzione nei suoi confronti. La denuncia sarà notificata al Consiglio Federale Svizzero e avrà effetto il primo giorno del settimo mese successivo a quello in cui la notifica é stata ricevuta. La Convenzione rimarrà in vigore tra gli altri Stati.

Articolo 11

1. Il Consiglio Federale Svizzero notificherà agli Stati membri della Commissione Internazionale dello Stato Civile e ad ogni altro Stato che ha aderito alla presente Convenzione:

a) il deposito di ogni strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione;
b) ogni data di entrata in vigore della Convenzione;
c) ogni dichiarazione relativa all'estensione territoriale della Convenzione oppure il suo ritiro, con l'indicazione della data alla quale avrà effetto;
d) ogni denuncia della Convenzione e la data in cui avrà effetto;
e) ogni documento di cui all'articolo 1°,secondo capoverso;
f) ogni designazione di autorità competenti di cui all'articolo 3 ed ogni modifica di tale designazione;
g) ogni risoluzione adottata ai sensi dell'articolo 7, primo capoverso.

2. Il Consiglio Federale Svizzero avviserà il Segretario Generale della Commissione Internazionale dello Stato Civile di ogni notifica effettuata in conformità del primo capoverso.

3. A decorrere dall'entrata in vigore della presente Convenzione, una copia certificata conforme sarà trasmessa dal Consiglio Federale Svizzero al Segretario Generale delle Nazioni Unite per registrazione e pubblicazione, secondo l'articolo 102 della Carta delle Nazioni Unite.

Articolo 12

Nessuna riserva é ammessa alla presente Convenzione.

In fede di che, i sottoscritti, a tal fine debitamente autorizzati, hanno firmato la presente Convenzione.

Fatto a Bruxelles, il 6 settembre 1995 in un solo esemplare in lingua francese che sarà depositato nell' Archivio del Consiglio Federale Svizzero e di cui una copia certificata conforme sarà consegnata per le vie diplomatiche a ciascuno degli Stati membri della Commissione Internazionale dello Stato Civile ed agli Stati aderenti. Una copia certificata conforme sarà inoltre inviata al Segretario Generale della Commissione Internazionale dello Stato Civile.

-Annesso I -

Lista delle Convenzioni e Raccomandazioni di cui all'articolo 1°, capoverso 1, della Convenzione

Convenzione (n° 1) per il rilascio di alcuni estratti di atti dello stato civile destinati all'estero (firmata a Parigi il 27 settembre 1956)

Convenzione (n° 16) relativa al rilascio di estratti plurilingue dello stato civile (firmata a Vienna l'8 settembre 1976)

Raccomandazione (n°5) relativa all'armonizzazione degli atti dello stato civile (adottata dall'Assemblea Generale di Lisbona il 10 settembre 1987)

Raccomandazione (n°7) relativa all'armonizzazione degli estratti di atti dello stato civile (adottata dall'Assemblea Generale di Madrid il 7 settembre 1990)

-ANNESSO 2 -

Codice delle dichiarazioni - Classifica numerica

1 - Stato civile

1-1 Autorità
1-1-1 Autorità che ha registrato l'atto
1-1-2 Autorità di rilascio
1-1-3 Autorità richiedente
1-1-4 Autorità richiesta
1-1-5 Autorità che decide
1-1-6 Ufficio di stato civile di....
1-1-7 Ufficiale di stato civile
1-1-7-1 Qualità dell'ufficiale di stato civile
1-1-7-2 Cognome e nomi dell' ufficiale di stato civile
1-1-7-3 Cognome e nomi dell'ufficiale di stato civile che ha registrato l'atto
1-1-8 Giurisdizione
1-1-8-1 Giurisdizione che ha pronunciato la decisione
1-1-8-2 Giurisdizione civile
1-1-8-3 Giurisdizione religiosa
1-1-8-4 Corte d'Appello di...
1-1-8-5 Tribunale di...
1-1-8-6 Giurisdizione che ha pronunciato la decisione di exequatur
1-1-9 Cognome e nome del notaio
1-1-9-1 Indirizzo del notaio
1-1-9-2 Ufficio notarile di...
1-2 Anagrafe
1-2-1 Registro anagrafico delle famiglie
1-2-2- Registro anagrafico delle nascite
1-2-3- Registro anagrafico dei matrimoni
1-2-4- Registro anagrafico dei decessi
1-3 Atto di stato civile (anagrafico)
1-3-1 Copia di un atto di stato civile (anagrafico
1-3-2- Certificato estratto da un atto di stato civile (anagrafico)
1-3-2-1 Certificato plurilingue
1-3-3 Atto di nascita
1-3-3-1 Certificato estratto dall'atto di nascita
1-3-4 Atto di matrimonio
1-3-4-1- Certificato estratto dall'atto di matrimonio
1-3-5 Atto di decesso
1-3-5-1 Certificato estratto dall'atto di decesso
1-3-6 Atto notorio
1-4 Certificato di stato civile
1-4-1 Stato di famiglia
1-4-2 Stato di famiglia internazionale
1-5 Decisione di rettifica di un atto di stato civile (anagrafico)

2- LUOGHI

2-1 Indicazioni generali
2-1-1 Stato
2-1-1-1 Stato federato
2-1-1-2 Stato in cui la decisione giudiziaria é stata pronunciata
2-1-1-3 Provincia
2-1-1-4 Regione
2-1-1-5 Cantone
2-1-1-6 Circoscrizione amministrativa
2-1-2 Domicilio
2-1-2-1 Ultimo domicilio del defunto
2-1-2-2 Residenza
2-1-3- Indirizzo
2-1-3-1 Città
2-1-3-2 Comune
2-1-3-3 Circoscrizione territoriale
2-1-3-4 Circoscrizione amministrativa di città
2-1-3-5 Viale (Corso)
2-1-3-6 Via
2-2 Luogo d'istituzione dell'atto
2-2-1 Luogo di registrazione dell'atto
2-2-2 Luogo di rilascio dell'estratto dell'atto
2-3 Luogo di trascrizione
2-3-1 Luogo di trascrizione dell'atto
2-3-2 Luogo di trascrizione della sentenza
2-4 Luogo di nascita
2-4-1 Luogo di nascita del padre
2-4-2 Luogo di nascita della madre
2-4-3 Luogo di nascita del bambino
2-4-4 Luogo di nascita dello sposo
2-4-5 Luogo di nascita della sposa
2-4-6 Luogo di nascita del defunto
2-5 Luogo del matrimonio
2-6 Luogo del decesso
2-6-1 Luogo di decesso dello sposo
2-6-2 Luogo di decesso della sposa
2-7 Luogo d'origine
2-7-1 Luogo d'origine del padre
2-7-2 Luogo d'origine della madre
2-7-3 Luogo d'origine dello sposo
2-7-4 Luogo d'origine della sposa

3- **Nascita e filiazione**

3-1 Padre
3-2 Madre
3-3 Figlio (a)
3-4 Sesso
3-4-1 Sesso maschile
3-4-2 Sesso femminile
3-4-3- Sesso indeterminato
3-5 Adozione
3-5-1 Adozione semplice
3-5-2 Adozione speciale

3-5-3 Conversione dell'adozione semplice in adozione speciale
3-6 Patria potestà
3-6-1 Decisione relativa alla patria potestà
3-6-2 Patria potestà esercitata congiuntamente dai genitori
3-7 Dichiarazione giudiziaria di nascita.

4. Matrimonio - Scioglimento del vincolo coniugale

4-1 Situazione matrimoniale
4-1-1 Sposo (o marito)
4-1-2 Sposa (o moglie)
4-1-3 Nubile
4-1-4 Divorziato
4-1-5 Divorziata
4-1-6 Vedovo
4-1-7 Vedova
4-2 Matrimonio
4-2-1 Matrimonio civile
4-2-2 Convalida del matrimonio civile
4-3 Matrimonio religioso
4-3-1 Convalida del matrimonio religioso
4-3-2 Annullamento del matrimonio religioso
4-4 Regime matrimoniale
4-4-1 Regime legale
4-4-2 Contratto di matrimonio
4-4-2-1 Regime di separazione dei beni
4-4-3 Dichiarazione degli sposi relativa al regime matrimoniale
4-4-4 Cambiamento del regime matrimoniale
4-4-5 Modifiche del regime matrimoniale
4-4-6 Passaggio di poteri tra gli sposi
4-5 Riconciliazione degli sposi
4-5-1 Omologazione della riconciliazione degli sposi
4-6 Separazione
4-7 Scioglimento del matrimonio
4-7-1 Divorzio
4-7-2- Scioglimento del matrimonio dopo la separazione
4-7-3 Scioglimento del matrimonio da parte di un'autorità religiosa
4-7-4 Scioglimento del matrimonio per decesso
4-7-4-1 Scioglimento del matrimonio per decesso del marito
4-7-4-2 Scioglimento del matrimonio per decesso della moglie
4-8 Inesistenza del matrimonio
4-9 Annullamento del matrimonio

5. Incapacità - Assenza - Decesso

5-1 Incapacità
5-1-1 Tutela
5-1-1-1 Tutela del minore
5-1-1-2 Tutela del maggiorenne
5-1-1-3 Cognome del tutore
5-1-1-4 Nomi del tutore
5-1-1-5 Modifica della tutela
5-1-1-6 Estinzione della tutela
5-1-2 Curatela del maggiorenne
5-1-2-1 Cognome del curatore

5-1-2-2 Nomi del curatore
5-1-2-3 Modifica della curatela
5-1-2-4 Estinzione della curatela
5-1-3 Incapacità del maggiorenne
5-1-4 Patria potestà esercitata su un maggiorenne
5-1-5 Data d'inizio della gestione dei beni
5-1-6 Repertorio civile
5-1-7 Emancipazione
5-2 Dichiarazione di assenza
5-3 Decesso
5-3-1 Dichiarazione giudiziaria di presunzione di decesso
5.3.2 Dichiarazione di decesso

6. Cittadinanza

6-1 Cittadinanza delle persone
6-1-1 Cittadinanza del padre
6-1-2 Cittadinanza della madre
6-1-3 Cittadinanza dello sposo
6-1-4 Cittadinanza della sposa
6-2 Conferimento della cittadinanza
6-3 Acquisizione della cittadinanza
6-4 Conservazione della cittadinanza
6-5 Ricupero della cittadinanza
6-6 Non-acquisizione della cittadinanza
6-7 Perdita di cittadinanza
6-8 Decadenza della nazionalità
6-9 Apolide

7. Cognome

7-1 Cognome del padre
7-1-1 Cognome del padre dello sposo
7-1-2 Cognome del padre della sposa
7-2 Cognome della madre
7-2-1 Cognome della madre dello sposo
7-2-2 Cognome della madre della sposa
7-3 Cognome del figlio (a)
7-4 Cognome dell'adottante
7-5 Cognome del consorte
7-5-1 Cognome dello sposo
7-5-1-1 Cognome dello sposo prima del matrimonio
7-5-1-2 Cognome dello sposo dopo il matrimonio
7-5-1-3 Cognome dello sposo al momento del rilascio dell'atto
7-5-1-4 Cognome dello sposo dopo la sentenza
7-5-2 Cognome della sposa
7-5-2-1 Cognome della sposa prima del matrimonio
7-5-2-2 Cognome della sposa dopo il matrimonio
7-5-2-3 Cognome della sposa al momento del rilascio dell'atto
7-5-2-4 Cognome della sposa dopo la sentenza
7-5-3 Nome dell'ultimo consorte
7-5-3-1 Cognome dell'ultimo consorte del defunto
7-5-4 Cognome prima del matrimonio

7-5-5 Cognome dopo il matrimonio
7-6 Cognome del defunto
7-6-1 Cognome del padre del defunto
7-6-2 Cognome della madre del defunto
7-7 Cognome e nazionalità
7-7-1 Cognome prima dell'acquisizione della cittadinanza
7-7-2 Cognome dopo l'acquisizione della cittadinanza
7-7-3 Cognome dopo la perdita della cittadinanza
7-8 Cambiamento di nome
7-9 Altri cognomi
7-9-1 Cognome da nubile
7-9-2 Cognome matrimoniale

8. Nome

8-1 Nomi del padre
8-1-1 Nomi del padre dello sposo
8-1-2 Nomi del padre della sposa
8-2 Nomi della madre
8-2-1 Nomi della madre dello sposo
8-2-2 Nomi della madre della sposa
8-3 Nomi del figlio (a)
8-4 Nomi dell'adottante
8-5 Nomi del consorte
8-5-1 Nomi dello sposo
8-5-2 Nomi della sposa
8-5-3 Nomi dell'ultimo consorte
8-5-3-1 Nomi dell'ultimo consorte del defunto
8-6 Nomi del defunto
8-6-1 Nomi del padre del defunto
8-6-2 Nomi della madre del defunto
8-7 Nomi e cittadinanza
8-7-1 Nomi prima dell'acquisizione della cittadinanza
8-7-2 Nomi dopo l'acquisizione della cittadinanza
8-7-3 Nomi dopo la perdita della cittadinanza

9. Identificazione degli atti e delle date

9-1 Riferimento
9-1-1 Riferimento dell'atto di nascita
9-1-1-1 Riferimento dell'atto di nascita del padre
9-1-1-2 Riferimento dell'atto di nascita della madre
9-1-1-3 Riferimento del registro anagrafico delle nascite
9-1-2 Riferimento dell'atto di matrimonio
9-1-2-1 Riferimento dell'atto di matrimonio civile
9-1-2-2 Riferimento dell'atto di matrimonio religioso
9-1-2-3 Riferimento dell'atto di matrimonio celebrato all'estero
9-1-2-4 Riferimento del registro anagrafico dei matrimoni
9-1-3 Riferimento dell'atto di decesso
9-1-3-1 Riferimento del registro anagrafico dei decessi
9-2 Numero
9-2-1 Numero della legge
9-2-1-1 Numero dell'articolo di legge
9-2-2 Numero dell'atto
9-2-3 Numero della decisione

9-2-4	Numero dell'atto alla Cancelleria del Tribunale del luogo di nascita
9-2-5	Numero di identificazione
9-2-6	Numero del contratto
9-2-7	Numero del registro di anagrafe
9-2-7-1	Numero del registro anagrafico delle famiglie
9-2-7-2	Numero della pagina del registro di anagrafe
9-3	Riferimento dell'atto di nascita
9-3-1	Firma
9-3-2	Timbro
9-3-3	Bollo
9-4	Date ed altre indicazioni
9-4-1	Anno
9-4-2	Mese
9-4-3	Giorno
9-4-4	Ora
9-4-5	Minuto
9-4-6	Data della legge
9-4-7	Data della richiesta
9-4-8	Data del rogito notarile
9-4-9	Data del contratto
9-5	Data dell'atto di stato civile
9-5-1	Data di registrazione dell'atto
9-5-2	Data di rilascio dell'atto
9-5-3	Data della dichiarazione
9-5-3-1	Data della dichiarazione dinnanzi all'ufficiale di stato civile
9-5-4	Data di registrazione dell'annotazione
9-5-5	Data di trascrizione
9-5-5-1	Data di trascrizione dell'atto
9-5-5-2	Data di trascrizione della sentenza
9-6	Data della decisione giudiziaria
9-6-1	Data della decisione (giurisdizione civile)
9-6-2	Data della decisione (giurisdizione religiosa)
9-6-3	Data della decisione definitiva ed irrevocabile
9-6-4	Data della decisione di exequatur
9-7	Data di nascita
9-7-1	Data di nascita del padre
9-7-2	Data di nascita della madre
9-7-3	Data di nascita del figlio(a)
9-7-3-1	Età del(la) figlio(a)
9-7-4	Data di nascita dello sposo
9-7-5	Data di nascita della sposa
9-7-6	Data di nascita del defunto
9-8	Data del matrimonio
9-8-1	Data del contratto di matrimonio
9-9	Data del decesso
9-9-1	Data del presunto decesso
9-9-2	Data del decesso dello sposo
9-9-3	Data del decesso della sposa

LAVORI PREPARATORI

Camera dei deputati (atto n. 2784):

Presentato dal Ministro degli affari esteri (DINI) il 28 novembre 1996.
Assegnato alla III commissione (Affari esteri), in sede referente, il 21 gennaio 1997, con pareri delle commissioni I, II e V.
Esaminato dalla III commissione il 18 giugno 1997.
Esaminato in aula il 23 giugno 1997 e approvato il 25 giugno 1997.

Senato della Repubblica (atto n. 2577):

Assegnato alla 3ª commissione (Affari esteri), in sede referente, il 9 luglio 1997, con pareri delle commissioni 1ª, 2ª e 5ª.
Esaminato dalla 3ª commissione il 7 ottobre 1997.
Esaminato in aula e approvato il 7 ottobre 1997.

97G0398

LEGGE 9 ottobre 1997, n. **377.**

Ratifica ed esecuzione dell'accordo tra il Governo della Repubblica italiana ed il Governo della Repubblica argentina sulla cooperazione nel campo della protezione dell'ambiente, fatto a Buenos Aires il 22 maggio 1990.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare l'accordo tra il Governo della Repubblica italiana ed il Governo della Repubblica argentina sulla cooperazione nel campo della protezione dell'ambiente, fatto a Buenos Aires il 22 maggio 1990.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data all'accordo di cui all'articolo 1 a decorrere dalla data della sua entrata in vigore, in conformità a quanto disposto dall'articolo VIII dell'accordo medesimo.

Art. 3.

1. All'onere derivante dall'attuazione della presente legge, valutato in lire 101 milioni per l'anno 1996, in lire 107 milioni per l'anno 1997 ed in lire 125 milioni annue a decorrere dal 1998, si provvede mediante corrispondente riduzione dello stanziamento iscritto, ai fini del bilancio triennale 1996-1998, al capitolo 6856 dello stato di previsione del Ministero del tesoro per l'anno 1996, all'uopo parzialmente utilizzando l'accantonamento relativo al Ministero degli affari esteri.

2. Il Ministro del tesoro è autorizzato ad apportare, con propri decreti, le occorrenti variazioni di bilancio.

Art. 4.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 9 ottobre 1997

SCÀLFARO

PRODI, *Presidente del Consiglio dei Ministri*

DINI, *Ministro degli affari esteri*

Visto, *il Guardasigilli:* FLICK

A C C O R D O
TRA IL GOVERNO DELLA REPUBBLICA ITALIANA
ED IL GOVERNO DELLA REPUBBLICA ARGENTINA
SULLA COLLABORAZIONE NEL CAMPO DELLA PROTEZIONE DELL'AMBIENTE

Il Governo della Repubblica Italiana ed il Governo della Repubblica Argentina, chiamati qui di seguito le Parti Contraenti,

tenuto conto di quanto previsto dall'Accordo di Cooperazione Tecnica tra il Governo della Repubblica Italiana e il Governo della Repubblica Argentina del 30 settembre 1986, del Protocollo Aggiuntivo all'Accordo di Cooperazione Tecnica "Club Tecnologico Italia-Argentina" del 9 dicembre 1987 e del Trattato tra la Repubblica Italiana e la Repubblica Argentina per la creazione di una Relazione Associativa Particolare del 10 dicembre 1987;

consapevoli della grande importanza che la protezione dell'ambiente e la gestione equilibrata delle risorse naturali rivestono per il benessere dei popoli di entrambi i Paesi e delle generazioni future;

preoccupati del persistente peggioramento dello stato dell'ambiente nel mondo;

intenzionati ad apportare un efficace contributo alla protezione dell'ambiente a livello europeo e globale, in conformità con gli impegni internazionali in campo ambientale assunti da entrambi i Paesi;

determinati a contribuire all'elaborazione ed alla realizzazione, insieme con tutti gli altri Paesi, di un complesso di principi, responsabilità e compiti per la tutela dell'ambiente e per il miglioramento della sua qualità;

hanno concordato quanto segue:

ARTICOLO I

Le Parti Contraenti svilupperanno la cooperazione sulla base dell'uguaglianza, della reciprocità e del mutuo vantaggio.

ARTICOLO II

Tale cooperazione favorirà la soluzione dei principali problemi della conservazione e del risanamento dell'ambiente e riguarderà in particolare lo studio dell'impatto nocivo delle attività umane sull'ambiente e l'elaborazione delle misure volte a prevenire e/o a ridurre detto impatto .

ARTICOLO III

Le Parti Contraenti realizzeranno tale cooperazione nei seguenti principali settori:

1. reciproca conoscenza degli strumenti giuridici e delle strutture organizzative nel campo della protezione dell'ambiente;
2. sviluppo di ricerche congiunte fra scienziati italiani e argentini;
3. impiego di tecnologie efficienti e di mezzi tecnici moderni nel settore dell'osservazione e del controllo dello stato dell'ambiente;

4. studio e prevenzione delle catastrofi ecologiche e degli incidenti rilevanti e mitigazione delle relative conseguenze;

5. raccolta, analisi ed elaborazione dei dati sullo stato dell'ambiente, impiego di tecnologie ambientali "pulite" e formazione di "banche dati";

6. conservazione della natura e gestione equilibrata delle risorse naturali, ivi compresi il patrimonio vegetale e faunistico, le sue diversità biologiche e genetiche;

7. utilizzazione di tecnologie ecoloogicamente appropriate;

8. riduzione della produzione di rifiuti, eliminazione e riciclaggio di rifiuti nonchè minimizzazione dei loro effetti nocivi per l'ambiente, impiego delle relative tecnologie;

9. prevenzione e difesa dall'inquinamento delle acque marine (incluse le acque costiere) ed interne; metodi di depurazione, ivi compresa quella biologica, con particolare riguardo ai bacini fluviali, ai fiumi di breve percorso ed a specifiche aree marine;

10. prevenzione e controllo dell'inquinamento atmosferico da fonti mobili e fisse, ivi compreso l'inquinamento transfrontaliero dell'aria;

11. scambio di informazioni e di conoscenze scientifiche e tecniche sulle tecnologie per la elaborazione di prodotti sostitutivi delle sostanze che riducono la strato di ozono;

12. utilizzazione razionale delle risorse energetiche, ricerca e sviluppo di fonti energetiche ecologicamente "pulite";

13. metodi di valutazione preventiva dell'impatto sull'ambiente di nuove opere infrastrutturali;

14. promozione della collaborazione economica e tecnologica nel campo della protezione ambientale, ivi compresi lo studio e la realizzazione di progetti comuni di investimento e di imprese miste. I predetti settori di cooperazione potranno essere integrati e riesaminati sulla base del presente Accordo. I risultati della cooperazione potranno essere messi a disposizione di privati e di Paesi Terzi, previo accordo fra le Parti.

ARTICOLO IV

La cooperazione fra le Parti sarà realizzata soprattutto nelle seguenti forme:

- scambio di delegazioni, scienziati ed esperti;
- organizzazione di seminari, simposi ed incontri bilaterali di esperti;
- scambio di informazioni tecnico-scientifiche, di documentazione e dei risultati delle ricerche;
- elaborazione congiunta e realizzazione di programmi e di progetti;
- altre forme di cooperazione che possono essere concordate nel corso dell'attuazione del presente Accordo.

ARTICOLO V

Le Parti Contraenti incentiveranno lo sviluppo della cooperazione diretta tra gli Enti pubblici e privati e le organizzazioni di entrambe le Parti Contraenti, nonchè la stipulazione, laddove necessario, di singoli accordi e contratti.

ARTICOLO VI

Le Amministrazioni competenti delle due Parti per il coordinamento e l'attuazione della cooperazione nell'ambito del presente Accordo saranno comunicate attraverso i canali diplomatici.

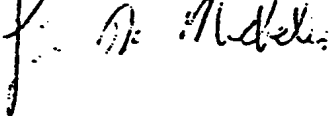
Le Amministrazioni competenti stabiliranno contatti diretti tra loro.

ARTICOLO VII

Le questioni del finanziamento dei programmi degli scambi di scienziati ed esperti saranno preventivamente concordate tra le Parti e sottoposte all'esame periodico del Segretariato Permanente Italo Argentino (SPAI).

Eventuali divergenze nell'interpretazione e nella applicazione del presente Accordo che non venissero risolte dalle Autorità responsabili del coordinamento e dell'attuazione della cooperazione, di cui all' Articolo VI, verranno risolte per via diplomatica.

Nel caso in cui le Parti Contraenti non raggiungano un accordo per via diplomatica, esse sottoporranno la controversia ad arbitrato.

ARTICOLO VIII

Il presente Accordo entrerà in vigore dal momento in cui le Parti Contraenti avranno notificato l'un l'altra l'avvenuto espletamento delle rispettive procedure costituzionali.

Il presente Accordo rimarrà in vigore a tempo indeterminato, fatta salva la facoltà di ciascuna delle Parti di denunciarlo per iscritto all'altra Parte con un preavviso non inferiore a sei mesi.

La denuncia dell'Accordo non inciderá sui diritti e sugli obblighi da esso derivanti nel periodo precedente alla denuncia.

Fatto a Buenos Aires il ventidue maggio 1990, in due esemplari, in lingua italiana ed in lingua spagnola, entrambi i testi facenti ugualmente fede.

PER IL GOVERNO DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PER IL GOVERNO DELLA REPUBBLICA ARGENTINA

LAVORI PREPARATORI

Camera dei deputati (atto n. 1914):

Presentato dal Ministro degli affari esteri (DINI) il 18 luglio 1996.

Assegnato alla III commissione (Affari esteri), in sede referente, il 21 ottobre 1996, con pareri delle commissioni I, V, VIII, X e XIII.

Esaminato dalla III commissione il 23 gennaio e il 19 febbraio 1997.

Esaminato in aula il 23 giugno 1997 e approvato il 25 giugno 1997.

Senato della Repubblica (atto n. 2571):

Assegnato alla 3ª commissione (Affari esteri), in sede referente, il 9 luglio 1997, con pareri delle commissioni 1ª, 2ª, 5ª, 7ª, 9ª, 10ª e 13ª.

Esaminato dalla 3ª commissione il 24 settembre 1997.

Relazione scritta annunciata il 1° ottobre 1997 (atto n. 2571/*A* - relatore sen. BOCO).

Esaminato in aula e approvato il 7 ottobre 1997.

97G0399

LEGGE 9 ottobre 1997, n. **378.**

Ratifica ed esecuzione dell'accordo tra il Governo della Repubblica italiana ed il Governo di Hong Kong in materia di servizi aerei, con allegata tabella delle rotte, fatto a Roma il 9 ottobre 1996.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare l'accordo tra il Governo della Repubblica italiana ed il Governo di Hong Kong in materia di servizi aerei, con allegata tabella delle rotte, fatto a Roma il 9 ottobre 1996.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data all'accordo di cui all'articolo 1 dalla data della sua entrata in vigore in conformità a quanto disposto dall'articolo 20 dell'accordo stesso.

Art. 3.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale.*

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 9 ottobre 1997

SCÀLFARO

PRODI, *Presidente del Consiglio dei Ministri*

DINI, *Ministro degli affari esteri*

Visto, *il Guardasigilli:* FLICK

ACCORDO FRA IL GOVERNO DELLA REPUBBLICA ITALIANA ED IL GOVERNO DI HONG KONG

IN MATERIA DI SERVIZI AEREI

Il Governo della Repubblica Italiana ed il Governo di Hong Kong,

desiderosi di concludere un Accordo al fine di fornire un quadro per i servizi aerei fra l'Italia e Hong Kong,

hanno convenuto quanto segue:

ARTICOLO 1

Definizioni

Ai fini del presente Accordo, salvo quanto diversamente disposto dal contesto:

(a) con il termine "Autorità aeronautiche" si intende nel caso di Hong Kong, il Direttore dell'Aviazione civile, e nel caso della Repubblica Italiana, il Ministero dei Trasporti - Direzione Generale dell'Aviazione Civile o, in entrambi i casi, ogni persona fisica o organismo autorizzato ad espletare le funzioni attualmente esercitabili dalle suddette Autorità o funzioni simili;

(b) con il termine "linea aerea designata" si intende una linea aerea designata ed autorizzata in conformità all'articolo 4 del presente Accordo;

(c) con il termine "territorio" in relazione ad Hong Kong si intendono Hong Kong, Kowloon ed i Nuovi Territori, ed in relazione all'Italia questo termine ha il significato attribuito al termine "territorio" dall'articolo 2 della Convenzione sulla Aviazione Civile Internazionale, aperta alla firma a Chicago il 7 dicembre 1944;

(d) i termini "servizio aereo", "servizio aereo internazionale", "linea aerea" e "scalo per scopi non commerciali" hanno i significati rispettivamente attribuiti loro dall'articolo 96 di detta Convenzione;

(e) il termine "il presente Accordo" comprende l'Allegato e gli emendamenti ad esso o al presente Accordo.

ARTICOLO 2

Disposizioni della Convenzione di Chicago applicabile ai servizi aerei internazionali

Nell'attuazione del presente Accordo, le Parti contraenti dovranno agire in conformità alle disposizioni della Convenzione sulla Aviazione Civile Internazionale, aperta alla firma a Chicago il 7 dicembre 1944, ivi compresi gli allegati e gli emendamenti alla Convenzione o ai suoi allegati che si applicano ad entrambe le Parti contraenti, nella misura in cui queste disposizioni sono applicabili ai servizi aerei internazionali.

ARTICOLO 3

Concessione di diritti

(1) Ciascuna Parte contraente concede all'altra i seguenti diritti in relazione ai suoi servizi aerei internazionali:

(a) il diritto di sorvolare il suo territorio senza atterrare;

(b) il diritto di effettuare scali nel suo territorio per scopi non commerciali.

(2) Ciascuna Parte contraente concede all'altra i diritti specificati nel presente Accordo ai fini della gestione dei servizi aerei internazionali sulle rotte specificate nella apposita Sezione dell'Allegato al presente Accordo. Detti servizi e rotte sono qui di seguito definiti rispettivamente "i servizi concordati" e "le rotte specificate". Nel gestire un servizio concordato su una rotta specificata la linea aerea designata di ciascuna Parte contraente dovrà godere, oltre ai diritti di cui al comma (1) del presente Articolo, del diritto di effettuare scali nel territorio dell'altra Parte contraente nei punti determinati per quella rotta in conformità all'Allegato al presente Accordo al fine di imbarcare e sbarcare passeggeri e merci, ivi compresa posta, sia singolarmente che collettivamente.

(3) Nessuna disposizione del comma (2) del presente Articolo sarà intesa a conferire alla linea aerea designata da una Parte contraente il diritto di imbarcare a bordo dell'aeromobile, in un punto del territorio dell'altra Parte contraente, passeggeri e bagagli, merci, ivi compresa posta, destinati ad un altro punto del territorio di quest'ultima Parte contraente.

ARTICOLO 4

Designazione ed autorizzazione delle linee aeree

(1) Ciascuna Parte contraente avrà diritto di designare per iscritto, informandone l'altra Parte contraente, una linea aerea allo scopo di gestire i servizi concordati sulle rotte specificate e di revocare o modificare dette designazioni.

(2) Ricevuta detta designazione, l'altra Parte contraente dovrà, in base alle disposizioni dei commi (3) e (4) del presente Articolo, concedere senza indugio alla linea aerea designata le autorizzazioni del caso.

(3) (a) Il Governo di Hong Kong avrà diritto di rifiutare la concessione delle autorizzazioni di cui al comma (2) del presente Articolo, o di imporre, se necessario, dette condizioni sull'esercizio, da parte della linea aerea designata, dei diritti di cui all'articolo 3(2) del presente Accordo, ogni qualvolta non sia soddisfatto che la proprietà sostanziale ed il controllo effettivo di detta linea aerea siano attribuiti al Governo della Repubblica Italiana o ai suoi cittadini.

(b) Il Governo della Repubblica Italiana avrà diritto di rifiutare la concessione delle autorizzazioni di cui al comma (2) del presente Articolo, o di imporre, se necessario, dette condizioni sull'esercizio, da parte della linea aerea designata, dei diritti di cui all'articolo 3(2) del presente Accordo, ogni qualvolta non sia soddisfatto che la linea aerea sia costituita ed abbia la sua sede principale ad Hong Kong.

(4) Le Autorità aeronautiche di una Parte contraente possono richiedere alla linea aerea designata dall'altra Parte contraente di documentare di essere qualificata ad adempiere le condizioni prescritte ai sensi delle leggi e dei regolamenti normalmente e ragionevolmente applicati alla gestione dei servizi aerei internazionali da parte di dette Autorità.

(5) Quando una linea aerea è stata a tal fine designata ed autorizzata, essa può iniziare a gestire i servizi concordati, purché la linea aerea si conformi alle disposizioni applicabili del presente Accordo.

ARTICOLO 5

Revoca o sospensione dell'autorizzazione

(1) Ciascuna Parte contraente avrà il diritto di revocare o sospendere l'autorizzazione per l'esercizio dei diritti di cui all'Articolo 3(2) del presente Accordo da parte della linea aerea designata dall'altra Parte, o di imporre le condizioni che riterrà necessarie sull'esercizio di questi diritti:

(a) (i) nel caso del Governo di Hong Kong, ogni qualvolta non sia soddisfatto che la proprietà sostanziale e l'effettivo controllo di detta linea aerea siano attribuiti al Governo della Repubblica Italiana o ai suoi cittadini;

(ii) nel caso del Governo della Repubblica Italiana, ogni qualvolta non sia soddisfatto che detta linea aerea sia costituita ed abbia la sua sede principale ad Hong Kong; ovvero

(b) nel caso in cui la linea aerea non adempia alle leggi ed ai regolamenti della Parte contraente che concede questi diritti; ovvero

(c) qualora detta linea aerea non riesca ad operare in conformità alle condizioni di cui al presente Accordo.

(2) A meno che l'immediata revoca o sospensione dell'autorizzazione di cui al comma (1) del presente Articolo o l'imposizione delle condizioni qui contenute sia essenziale ad impedire ulteriori violazioni delle leggi o dei regolamenti, detto diritto verrà esercitato solo previa consultazione con l'altra Parte contraente.

ARTICOLO 6

Principi che regolano la gestione dei servizi concordati

(1) Le linee aeree designate dalle Parti contraenti dovranno avere eque e pari opportunità nella gestione dei servizi concordati sulle rotte specificate.

(2) Nella gestione dei servizi concordati la linea aerea designata dalla Parte contraente dovrà tenere conto degli interessi della linea aerea designata dall'altra Parte in modo da non pregiudicare i servizi che quest'ultima fornisce in tutte o in parte delle stesse rotte.

(3) I servizi concordati forniti dalla linea aerea designata dalle Parti contraenti dovranno essere in stretta relazione con le esigenze di trasporto degli utenti sulle rotte specificate ed avere come primo obiettivo quello di fornire, con un ragionevole fattore di carico, una capacità adeguata a soddisfare le attuali necessità e quelle ragionevolmente previste per il trasporto di passeggeri e merci, ivi compresa posta, che provengono da o la cui destinazione è il territorio della Parte contraente che ha designato la linea aerea. Disposizioni per il trasporto di passeggeri e merci, ivi compresa la posta, imbarcati e sbarcati nei punti sulle rotte specificate che non siano punti nel territorio della Parte contraente che ha designato la linea aerea dovranno essere effettuate in conformità al principio generale che la capacità dovrà essere correlata a:

(a) esigenze di traffico da e verso il territorio della Parte contraente che ha designato la linea aerea;

(b) esigenze di traffico della regione attraverso la quale passa il servizio concordato, tenendo conto degli altri servizi aerei stabiliti dalle linee aeree degli stati che comprendono detta regione; e

(c) esigenze di operazioni di lungo percorso.

(4) La capacità da fornire sulle rotte definite dovrà essere quella determinata di volta in volta di concerto dalle Autorità aeronautiche delle Parti contraenti.

ARTICOLO 7

Tariffe

Con il termine "tariffa" si intende:

(a) l'importo che la linea aerea ha fissato o fisserà per il trasporto di passeggeri e bagagli, merci (esclusa la posta) sui servizi aerei e gli oneri e le condizioni per i servizi ausiliari a detto trasporto; e

(b) ogni altro importo calcolato utilizzando altre tariffe, aggiunte per settori internazionali e per i settori nazionali che facciano parte del trasporto internazionale;

e comprende

(c) le condizioni che regolano la disponibilità o l'applicabilità di detto importo, ivi compresi i benefici ad esso connessi; e/o

(d) la commissione corrisposta da una linea aerea ad un agente in relazione ai biglietti venduti o alle rotte completate da quell'agente per il trasporto su servizi aerei.

(2) Le tariffe che le linee aeree designate dalle Parti contraenti praticheranno per il trasporto fra Hong Kong e l'Italia dovranno essere quelle approvate dalle Autorità aeronautiche di entrambe le Parti contraenti e dovranno essere stabilite in misura ragionevole, tenendo debitamente conto di tutti gli elementi del caso, ivi compresi i seguenti criteri: il costo di gestione dei servizi concordati, gli interessi degli utenti, le commissioni, un ragionevole profitto e le tariffe delle altre linee aeree che operano su tutta o parte della stessa rotta.

(3) Le tariffe di cui al comma (2) del presente Articolo possono essere concordate dalle linee aeree designate dalle Parti contraenti che richiedono l'approvazione delle stesse, le quali possono consultare altre linee aeree che operano su tutta o parte della stessa rotta, prima di proporre dette tariffe. Tuttavia, ad una linea aerea designata non verrà impedito di proporre le tariffe, ed alle Autorità aeronautiche delle Parti contraenti di approvarle, qualora detta linea aerea non abbia ottenuto il consenso su detta tariffa da parte dell'altra linea aerea designata, ovvero in quanto nessuna altra linea aerea designata opera sulla stessa rotta. Con i riferimenti nel presente comma ed in quello precedente alla "stessa rotta" si intende la rotta gestita, non quella specificata.

(4) Qualsiasi tariffa proposta per il trasporto fra Hong Kong e l'Italia dovrà essere presentata alle Autorità aeronautiche delle Parti Contraenti da parte della linea o delle linee aeree che richiedono l'approvazione in forma tale che le Autorità aeronautiche possano richiedere, separatamente, di essere informate dei dati di cui al comma (1) del presente Articolo. Dovrà essere presentata entro 60 giorni dalla data effettiva proposta (o entro un periodo più breve che le Autorità aeronautiche delle Parti contraenti potranno concordare). La tariffa proposta sarà considerata presentata alle Autorità aeronautiche di una Parte contraente alla data in cui essa è ricevuta da queste ultime.

(5) Le tariffe proposte possono essere approvate dalle Autorità aeronautiche di una Parte contraente in qualsiasi momento e, purché siano state presentate in conformità al comma 4 del presente Articolo, verranno ritenute approvate

dalle Autorità aeronautiche di quella Parte contraente a meno che, entro trenta giorni dalla data di presentazione (o entro un periodo più breve che le Autorità aeronautiche delle Parti contraenti potranno concordare), le Autorità aeronautiche di una Parte contraente abbiano inviato alle Autorità aeronautiche dell'altra Parte una notifica scritta di non accordo sulla tariffa proposta.

(6) Qualora la notifica di non accordo sia fornita in conformità alle disposizioni del comma (5) del presente Articolo, le Autorità aeronautiche delle Parti contraenti potranno definire la tariffa di concerto. A tal fine, una Parte contraente può, entro trenta giorni dal ricevimento della notifica di non accordo, richiedere consultazioni fra le Autorità aeronautiche delle Parti contraenti che dovranno tenersi entro trenta giorni dalla data in cui l'altra Parte contraente riceve detta richiesta per iscritto.

(7) Qualora la tariffa non sia stata approvata dalle Autorità aeronautiche di una Parte contraente in conformità al comma (5) del presente Articolo, e qualora le Autorità aeronautiche delle Parti contraenti non abbiano potuto determinare di concerto la tariffa in conformità al comma (6) del presente Articolo, la controversia verrà composta in conformità alle disposizioni dell'Articolo 16 del presente Accordo.

(8) In attesa dell'approvazione della tariffa proposta dalle Autorità aeronautiche delle Parti contraenti, la linea o le linee aeree designate che richiedono detta approvazione possono impegnarsi in attività di commercializzazione, pubblicità e vendita della tariffa, purché

(a) detta commercializzazione, pubblicità e vendita:

(i) dovrà essere per il trasporto che inizia alla data o dopo la data proposta di vigore della tariffa; e

(ii) non siano intraprese prima della data di presentazione della tariffa;

(b) sia messo in chiaro che la tariffa viene commercializzata, pubblicizzata e venduta sulla base di detta approvazione; e

(c) dette attività di commercializzazione, pubblicità e vendita verranno interrotte qualora sia data notifica di non accordo sulla tariffa.

(9) Ai sensi del comma (10) del presente Articolo, la tariffa stabilita in conformità alle disposizioni del presente Articolo resterà in vigore, a meno che la linea, o linee aeree che la applicano non la revochino con l'approvazione delle Autorità aeronautiche di entrambe le Parti contraenti, finché non sia stata stabilita una tariffa sostitutiva.

(10) Se non con l'accordo delle Autorità aeronautiche di entrambe le Parti contraenti e per il periodo da loro convenuto, la validità della tariffa non dovrà essere prolungata in virtù del comma (9) del presente Articolo:

(a) qualora la tariffa abbia una scadenza, per più di dodici mesi da quella data;

(b) qualora la tariffa non abbia una scadenza, per più di 12 mesi dalla data in cui la linea aerea designata di una Parte contraente ha presentato la tariffa sostitutiva alle Autorità aeronautiche delle Parti contraenti.

(11) (a) Le tariffe praticate dalla linea aerea designata da Hong Kong per il trasporto fra l'Italia ed un altro stato dovranno essere soggette all'approvazione da parte delle Autorità aeronautiche italiane e, se necessario, dell'altro stato. Le tariffe praticate dalla linea aerea designata italiana per il trasporto fra Hong Kong ed uno stato diverso dall'Italia dovranno essere soggette all'approvazione delle Autorità aeronautiche di Hong Kong e, se necessario, dell'altro stato.

(b) La tariffa proposta per detto trasporto dovrà essere presentata dalla linea aerea designata da una Parte contraente che richiede l'approvazione di detta tariffa alle Autorità aeronautiche dell'altra Parte. Dovrà essere presentata in forma tale che le Autorità aeronautiche possano richiedere di essere informate dei dati di cui al comma (1) del presente Articolo ed almeno 60 giorni prima della data operativa proposta (o in un periodo più breve che potrà essere concordato). La tariffa proposta dovrà essere considerata come presentata alla data in cui è stata ricevuta dalle Autorità aeronautiche.

(c) Detta tariffa può essere approvata in qualsiasi momento dalle Autorità aeronautiche della Parte contraente alle quali è stata presentata e verrà considerata approvata da esse a meno che, entro trenta giorni dalla data di presentazione, esse abbiano fornito alla linea aerea designata che richiede l'approvazione di detta tariffa una notifica scritta di non accordo.

(d) Le Autorità aeronautiche di una Parte contraente possono revocare l'approvazione di detta tariffa approvata o che si ritiene approveranno fornendo un preavviso di 120 giorni alla linea aerea designata che pratica detta tariffa purché vengano fornite motivazioni della notifica di revoca dell'approvazione. Detta linea aerea dovrà cessare di praticare detta tariffa alla fine di quel periodo.

(12) Nonostante le disposizioni dei commi (5) e (11) (c) del presente Articolo, le Autorità aeronautiche di una Parte contraente non dovranno non approvare la tariffa proposta loro presentata da una linea aerea designata che corrisponda (a livello di prezzo, condizioni e data di scadenza, ma non necessariamente di rotta utilizzata) alla tariffa imposta da una linea aerea di quella Parte contraente per servizi paragonabili fra gli stessi punti o che sia più restrittiva o alta di quella tariffa.

ARTICOLO 8

Dazi doganali

(1) Gli aeromobili che operano su servizi aerei internazionali gestiti dalla linea aerea designata da una Parte contraente, le dotazioni normali di bordo, il carburante, i lubrificanti, il materiale tecnico di consumo, i pezzi di ricambio, inclusi i motori, e le provviste di bordo (ivi compresi, a titolo di esempio, viveri, bevande e tabacchi) che si trovano a bordo di dettó aeromobile dovranno, all'arrivo nel territorio dell'altra Parte contraente, essere esentati sulla base della reciprocità da tutti i tipi di dazi doganali, accise, imposte ed oneri analoghi purché dette attrezzature e detti altri beni restino a bordo dell'aeromobile.

(2) Le normali dotazioni di bordo, i carburanti ed oli lubrificanti, il materiale tecnico di consumo, i pezzi di ricambio, inclusi i motori, e le provviste di bordo (ivi compresi, a titolo di esempio, viveri, bevande e tabacchi) portati da o per conto della linea aerea designata di una Parte contraente nel territorio dell'altra o imbarcati sull'aeromobile utilizzato da quella linea aerea designata e destinati al solo uso e consumo a bordo dell'aeromobile di detta linea, verranno esentati su base di reciprocità da tutti i tipi di dazi doganali, accise ed imposte ed oneri analoghi non basati sul costo dei servizi forniti, anche quando dette normali dotazioni di bordo ed altri beni devono essere utilizzati in un tratto della rotta al di sopra del territorio dell'altra Parte contraente.

(3) I biglietti, le rotte ed il normale materiale pubblicitario distribuito gratuitamente dalla linea aerea designata da una Parte contraente portati nel territorio dell'altra da o per conto della linea aerea designata dovranno essere esentati dall'altra Parte contraente, su base di reciprocità, da tutti i tipi di dazi doganali, accise ed imposte ed oneri simili.

(4) Potrebbe rendersi necessario tenere le normali dotazioni di bordo e gli altri articoli di cui ai commi (1), (2) e (3) del presente Articolo sotto la supervisione o il controllo delle Autorità doganali dell'altra Parte contraente.

(5) Le normali dotazioni di bordo e gli altri articoli di cui ai commi (1), (2) e (3) del presente Articolo possono essere sbarcati nel territorio dell'altra Parte contraente solo con il consenso delle Autorità doganali di detta ultima Parte contraente. Dette dotazioni ed articoli aggiuntivi alle dotazioni ed articoli forniti ad una linea aerea designata da un'altra linea aerea che gode di esenzioni equivalenti da parte di detta ultima Parte contraente dovranno godere, su base di reciprocità, delle esenzioni di cui ai commi (1), (2) e (3) del presente Articolo; ma se non utilizzati o consumati dovranno essere riesportati o altrimenti eliminati in conformità ai regolamenti doganali. Le Autorità doganali di detta ultima Parte contraente potranno tuttavia chiedere che dette normali dotazioni di bordo e detti articoli vengano posti fino a quel momento sotto la loro supervisione.

(6) I bagagli e le merci in transito diretto attraverso il territorio di una Parte contraente dovranno essere esenti, su base di reciprocità, da tutti i tipi di dazi doganali, accise, analoghe imposte ed oneri non basati sul costo dei servizi forniti.

ARTICOLO 9

Sicurezza dell'aviazione

(1) Ciascuna Parte contraente ribadisce che il suo obbligo nei confronti dell'altra Parte di salvaguardare la sicurezza dell'aviazione civile contro illecite interferenze è parte integrante del presente Accordo. Ciascuna Parte contraente dovrà, in particolare, agire in conformità alle disposizioni di sicurezza dell'aviazione della Convenzione sui reati ed altri atti commessi a bordo di aeromobili, firmata a Tokyo il 14 settembre 1963, della

Convenzione per la soppressione del sequestro illecito di aereomobili, firmata a L'Aja il 16 dicembre 1970 e della Convenzione per la soppressione degli atti illeciti contro la sicurezza dell'aviazione civile, firmata a Montreal il 23 settembre 1971.

(2) Ciascuna Parte contraente dovrà fornire all'altra Parte contraente, su sua richiesta, tutta l'assistenza necessaria per impedire il sequestro illecito di aerei civili ed altri atti illeciti contro la sicurezza di detti aeromobili, i loro passeggeri ed il loro equipaggio, gli aereoporti e le attrezzature di navigazione aerea e contro qualsiasi altra minaccia alla sicurezza dell'aviazione civile.

(3) Nelle loro reciproche relazioni le Parti contraenti agiranno in conformità alle disposizioni applicabili di sicurezza dell'aviazione stabilite dall'Organizzazione dell'Aviazione Civile Internazionale e denominate Allegati alla Convenzione sull'Aviazione Civile Internazionale, aperta alla firma a Chicago il 7 dicembre 1944. Ciascuna Parte contraente dovrà richiedere che gli operatori degli aeromobili figuranti nel suo registro o gli operatori aventi la loro sede principale d'affari o la residenza permanente nel suo territorio e gli operatori degli aeroporti sul suo territorio agiscano in conformità a dette disposizioni in materia di sicurezza dell'aviazione. Pertanto, ciascuna Parte contraente dovrà informare l'altra Parte delle differenze esistenti fra i propri regolamenti e le proprie prassi e le succitate disposizioni in materia di sicurezza dell'aviazione consentite da detta Convenzione. Ciascuna delle due Parti contraenti potrà richiedere consultazioni immediate con l'altra Parte contraente in qualsiasi momento per discutere gli effetti di dette differenze.

(4) Ciascuna Parte contraente conviene che a detti operatori di aeromobili si possa chiedere di osservare le disposizioni in materia di sicurezza dell'aviazione di cui al comma (3) del presente Articolo richieste dall'altra Parte contraente per l'ingresso, la partenza o la fase di permanenza sul territorio dell'altra Parte contraente. Ciascuna Parte contraente dovrà far sì che misure adeguate siano effettivamente applicate entro il territorio al fine di proteggere l'aeromobile ed ispezionare i passeggeri, l'equipaggio, gli effetti personali, il bagaglio, il carico e le provviste di bordo durante l'imbarco e lo sbarco.

Ciascuna Parte contraente dovrà anche considerare con favore le richieste provenienti dall'altra Parte di adottare ragionevoli misure speciali di sicurezza per far fronte ad una specifica minaccia.

(5) Qualora si verifichi un incidente o la minaccia di sequestro illecito di aerei civili o altri atti illeciti contro la sicurezza di detti aeromobili, i loro passeggeri ed il loro equipaggio, gli aeroporti o le attrezzature di navigazione aerea, ciascuna Parte contraente dovrà collaborare con l'altra facilitando le comunicazioni e adottando opportuni provvedimenti per porre fine rapidamente ed in condizioni di sicurezza a detto incidente o detta minaccia.

(6) Qualora una Parte contraente si discosti dalle disposizioni del presente Articolo in materia di sicurezza civile, l'altra Parte contraente può richiedere consultazioni immediate con la prima.

ARTICOLO 10

Statistiche

Le Autorità aeronautiche di ciascuna Parte contraente dovranno fornire alle Autorità aeronautiche dell'altra statistiche periodiche o di altro tipo relative al traffico sui servizi concordati proveniente da e diretto al territorio dell'altra Parte. Dette statistiche, in particolare, dovranno mostrare i punti di imbarco e sbarco di detto traffico.

ARTICOLO 11

Conversione e rimessa di redditi

(1) La linea aerea designata da Hong Kong avrà diritto di convertire e rimettere all'estero dall'Italia, su richiesta, i redditi locali eccedenti gli importi corrisposti a livello locale e la linea aerea designata dalla Repubblica Italiana avrà diritto di convertire e rimettere all'estero da Hong Kong, su richiesta, i redditi locali eccedenti gli importi corrisposti a livello locale, su base di reciprocità.

(2) La conversione e la rimessa di detti redditi dovrà essere consentita senza restrizioni al tasso di cambio applicabile alle transazioni correnti in vigore al momento in cui detti redditi vengono presentati per la conversione o la rimessa e dovranno essere soggetti soltanto agli oneri normalmente imposti dalle banche per l'effettuazione di detta conversione o rimessa.

ARTICOLO 12

Uffici di rappresentanza e vendita della linea aerea

(1) La linea aerea designata da ciascuna Parte contraente avrà il diritto, in base alle leggi, ai regolamenti e alle direttive amministrative emanate in conformità alla legislazione dell'altra Parte in materia di ingresso, residenza ed impiego, di introdurre e mantenere nel territorio di quest'ultima tutto il peronale manageriale, amministrativo, commerciale, tecnico, operativo e specializzato necessario a soddisfare le esigenze della linea aerea designata.

(2) La linea aerea designata di ciascuna Parte contraente avra il diritto di svolgere attività di vendita di servizi di trasporto aereo, ivi compresi i servizi supplementari resi, sulle rotte specificate e su tutti gli altri servizi della sua rete e sulle reti delle altre linee aeree, nel territorio dell'altra Parte contraente, sia direttamente che tramite rappresentanti. La linea aerea designata da ciascuna Parte contraente avrà il diritto di vendere detti servizi, e gli utenti saranno liberi di acquistarli, in valuta locale o in qualsiasi altra valuta liberamente convertibile.

ARTICOLO 13

Oneri d'uso

(1) Con il termine "oneri d'uso" si intende un onere imposto alle linee aeree dalle Autorità competenti o da esse consentito per la fornitura di proprietà o attrezzature dell'aeromobile o attrezzature di navigazione aerea, ivi compresi i servizi e le attrezzature connesse, per gli aereomobili, i loro equipaggi, passeggeri e carichi.

(2) Una Parte contraente non può imporre o consentire che vengano imposti alla linea aerea designata dell'altra Parte oneri d'uso piu alti di quelli imposti alle proprie linee aeree che gestiscono servizi aerei internazionali analoghi.

(3) Ove possibile, ciascuna Parte contraente dovrà promuovere consultazioni sugli oneri d'uso fra gli organismi e le linee aeree competenti utilizzando i servizi e le attrezzature forniti da detti organismi tramite le organizzazioni che rappresentano queste linee aeree.

ARTICOLO 14

Leggi e regolamenti

(1) Le leggi, i regolamenti e le direttive amministrative emanate in conformità alla legislazione di una Parte contraente in relazione all'ammissione, alla permanenza o alla partenza dal suo territorio degli aeromobili che operano nel settore della navigazione aerea internazionale, o alla gestione e navigazione di detti aeromobili mentre essi si trovano sul suo territorio, dovranno essere applicati agli aeromobili della linea aerea designata dall'altra Parte contraente e dovranno essere rispettati da detti aeromobili all'ingresso, alla partenza o mentre si trovano sul territorio di questa prima Parte contraente.

(2) Le leggi, i regolamenti e le direttive amministrative emanate in conformità alla legislazione di una Parte contraente in relazione all'ammissione, la permanenza o la partenza dal suo territorio di passeggeri, equipaggio, carico o posta degli aeromobili, ivi compresi i regolamenti relativi all'ingresso, lo sdoganamento, l'immigrazione, i passaporti, la dogana e la quarantena, dovranno essere rispettati da o per conto di detti passeggeri, equipaggio, carico o posta degli aeromobili designati dall'altra Parte contraente all'ingresso, la partenza o la fase di permanenza sul territorio della prima Parte contraente.

ARTICOLO 15

Consultazioni

Una Parte contraente può in qualsiasi momento richiedere consultazioni sull'attuazione, interpretazione, applicazione o modifica del presente Accordo. Dette consultazioni, che potranno aver luogo fra le Autorità aeronautiche delle Parti contraenti, dovranno iniziare entro 60 giorni dalla data in cui l'altra Parte riceve detta richiesta per iscritto, salvo quanto diversamente concordato fra le Parti contraenti.

ARTICOLO 16

Composizione delle controversie

(1) Qualora insorga una controversia fra le Parti contraenti in relazione all'interpretazione o applicazione del presente Accordo, le Parti contraenti dovranno innanzitutto cercare di comporle tramite negoziato.

(2) Qualora le Parti contraenti non raggiungano una composizione della controversia tramite negoziato, essa può essere da loro deferita a persona o ente che esse converranno o, su richiesta di una Parte contraente, dovrà essere sottoposta alla decisione di un tribunale arbitrale composto da tre arbitri che sarà costituito nel modo seguente:

(a) entro trenta giorni dal ricevimento della richiesta di arbitrato, ciascuna Parte contraente dovrà nominare un arbitro. Il cittadino di uno stato che può essere considerato neutrale in relazione alla controversia, fungerà da presidente del tribunale e verrà nominato quale terzo arbitro con accordo degli altri due arbitri entro 60 giorni dalla nomina del secondo arbitro;

(b) qualora, nel lasso di tempo di cui sopra, non sia stata effettuata alcuna nomina, una delle due Parti contraenti può richiedere al Presidente del Consiglio dell'Organizzazione dell'Aviazione Civile Internazionale di procedere alla nomina entro trenta giorni. Qualora il Presidente ritenga di essere cittadino di uno stato che non può essere considerato neutrale in relazione alla controversia, sarà il Vice-Presidente più anziano, qualificato a farlo in quanto non si trova nella stessa situazione del Presidente, a dover procedere alla nomina.

(3) Fatto salvo quanto sancito nel presente Articolo o altrimenti convenuto dalle Parti contraenti, il tribunale arbitrale dovrà definire i limiti della sua giurisdizione e stabilire la sua procedura. Su istruzione del tribunale, o su richiesta di una Parte contraente, dovrà essere indetta una conferenza per definire le questioni precise da arbitrare e le procedure specifiche da seguire entro trenta giorni dalla data di costituzione del tribunale arbitrale.

(4) Fatto salvo quanto altrimenti concordato dalle Parti contraenti o prescritto dal tribunale arbitrale, ciascuna Parte contraente dovrà presentare un memorandum entro 45 giorni dalla costituzione del tribunale arbitrale. Le risposte dovranno essere fornite dopo 60 giorni. Il tribunale arbitrale dovrà tenere una audizione su richiesta di una delle due Parti contraenti, a sua discrezione, entro trenta giorni dalla data di scadenza per la presentazione delle risposte.

(5) Il tribunale arbitrale dovrà, se possibile, rendere un lodo scritto entro trenta giorni dalla fine dell'audizione o, qualora non vi sia stata alcuna audizione, dalla data in

cui sono state presentate le risposte. La decisione dovrà essere presa a maggioranza dei voti.

(6) Una delle due Parti contraenti potrà presentare una richiesta di chiarimento del lodo entro 15 giorni dalla data in cui esso è stato ricevuto e detto chiarimento dovrà essere fornito entro 15 giorni da detta richiesta.

(7) Il lodo del tribunale arbitrale sarà vincolante per le Parti contraenti.

(8) Ciascuna Parte contraente dovrà sostenere il costo degli arbitri da essa nominati. Gli altri costi del tribunale arbitrale dovranno essere suddivisi equamente tra le Parti contraenti, ivi comprese le spese sostenute dal Presidente o dal Vice-Presidente del Consiglio dell'Organizzazione per l'Aviazione Civile Internazionale nell'attuare le procedure di cui al comma (2) (b) del presente Articolo.

(9) Le procedure definite ai commi (2)-(8) del presente Articolo non dovranno essere applicate alle controversie relative ai dazi doganali, alle accise e ad imposte ed oneri analoghi non basati sul costo dei servizi forniti all'arrivo.

ARTICOLO 17

Modifica

Qualsiasi modifica al presente Accordo concordata dalle Parti contraenti dovrà entrare in vigore quando confermata per iscritto dalle Parti contraenti.

ARTICOLO 18

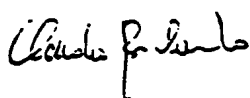
Cessazione

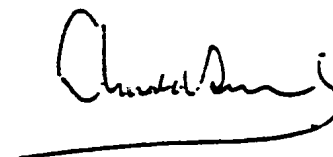
Ciascuna Parte contraente può in qualsiasi momento dare preavviso scritto all'altra di aver deciso di denunciare il presente Accordo. Il presente Accordo dovrà cessare a mezzanotte (nel luogo in cui viene ricevuta la notifica) immediatamente prima della scadenza del primo anno dalla data di ricevimento di detto preavviso inviato dall'altra Parte, a meno che detto preavviso non venga ritirato di comune accordo prima della fine di questo periodo.

ARTICOLO 19

Registrazione presso l'Organizzazione per l'Aviazione Civile Internazionale

Il presente Accordo e tutte le sue modifiche dovranno essere registrate presso l'Organizzazione per l'Aviazione Civile Internazionale.

ARTICOLO 20

Entrata in vigore

Il presente Accordo entrerà in vigore alla data di ricezione della seconda delle due notifiche con le quali le Parti contraenti si sarannno comunicate ufficialmente l'avvenuto espletamento delle rispettive procedure di ratifica.

In féde di che, i sottoscritti, debitamente autorizzati dai loro rispettivi Governi, hanno firmato il presente Accordo.

Fatto a Roma, il 9 ottobre 1996, in due originali, nelle lingue italiana ed inglese, entrambi i testi facenti egualmente fede.

Per il Governo della Repubblica Italiana

Per il Governo di Hong Kong

ALLEGATO

TABELLA DI ROTTA

Sezione 1

Rotte che la linea aerea designata dal Governo della Repubblica Italiana può operare:

Roma- punti intermedi- Hong Kong- punti successivi in'Asia

Milano

Note:

1. La linea aerea designata dal Governo della Repubblica Italiana potrà, su uno o tutti i voli, omettere di fare scalo in uno qualsiasi dei punti sulle rotte di cui sopra e potrà servire Roma e Milano in qualsiasi ordine, punti intermedi e punti successivi in qualsiasi ordine purché i servizi concordati su queste rotte inizino a Roma e/o Milano.

2. I punti intermedi o i punti successivi ove i passeggeri e le merci possono essere imbarcati e sbarcati ad Hong Kong o viceversa dovranno essere determinati di concerto dalle Autorità aeronautiche delle Parti contraenti.

3. Nessun punto della terraferma cinese può fungere da punto intermedio o punto successivo.

Sezione 2

Rotte che la linea aerea designata dal Governo di Hong Kong può operare:

Hong Kong - punti intermedi - Roma - punti successivi in Europa.

Note:

1. La linea aerea designata dal Governo di Hong Kong potrà, su uno o tutti i voli, omettere di fare scalo in uno qualsiasi dei punti sulle rotte di cui sopra e potrà servire punti intermedi e punti successivi in qualsiasi ordine purché i servizi concordati su queste rotte inizino ad Hong Kong.

2. I punti intermedi o i punti successivi ove i passeggeri e le merci possono essere imbarcati e sbarcati a Roma o viceversa dovranno essere determinati di concerto dalle Autorità aeronautiche delle Parti contraenti.

3. Nessun punto della terraferma cinese può fungere da punto intermedio o punto successivo.

LAVORI PREPARATORI

Camera dei deputati (atto n. 3547):

Presentato dal Ministro degli affari esteri (DINI) l'8 aprile 1997.

Assegnato alla III commissione (Affari esteri), in sede referente, il 5 maggio 1997, con pareri delle commissioni I, II, V, VI e IX.

Esaminato dalla III commissione il 19 giugno 1997.

Esaminato in aula il 23 giugno 1997 e approvato il 25 giugno 1997.

Senato della Repubblica (atto n. 2578):

Assegnato alla 3ª commissione (Affari esteri), in sede referente, il 9 luglio 1997, con pareri delle commissioni 1ª, 2ª, 5ª, 6ª, 8ª e 10ª.

Esaminato dalla 3ª commissione il 7 ottobre 1997.

Esaminato in aula e approvato il 7 ottobre 1997.

97G0400

DOMENICO CORTESANI, *direttore*

FRANCESCO NOCITA, *redattore*
ALFONSO ANDRIANI, *vice redattore*

(9652453) Roma - Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato - S.

ISTITUTO POLIGRAFICO E ZECCA DELLO STATO

LIBRERIE CONCESSIONARIE PRESSO LE QUALI È IN VENDITA LA GAZZETTA UFFICIALE

ABRUZZO

◇ **CHIETI**
LIBRERIA PIROLA MAGGIOLI
Via A. Herio, 21
◇ **L'AQUILA**
LIBRERIA LA LUNA
Viale Persichetti, 9/A
◇ **LANCIANO**
LITOLIBROCARTA
Via Ferro di Cavallo, 43
◇ **PESCARA**
LIBRERIA COSTANTINI DIDATTICA
Corso V. Emanuele, 146
LIBRERIA DELL'UNIVERSITÀ
Via Galilei (ang. via Gramsci)
◇ **SULMONA**
LIBRERIA UFFICIO IN
Circonvallazione Occidentale, 10

BASILICATA

◇ **MATERA**
LIBRERIA MONTEMURRO
Via delle Beccherie, 69
◇ **POTENZA**
LIBRERIA PAGGI ROSA
Via Pretoria

CALABRIA

◇ **CATANZARO**
LIBRERIA NISTICÒ
Via A. Daniele, 27
◇ **COSENZA**
LIBRERIA DOMUS
Via Monte Santo, 51/53
◇ **PALMI**
LIBRERIA IL TEMPERINO
Via Roma, 31
◇ **REGGIO CALABRIA**
LIBRERIA L'UFFICIO
Via B. Buozzi, 23/A/B/C
◇ **VIBO VALENTIA**
LIBRERIA AZZURRA
Corso V. Emanuele III

CAMPANIA

◇ **ANGRI**
CARTOLIBRERIA AMATO
Via dei Goti, 11
◇ **AVELLINO**
LIBRERIA GUIDA 3
Via Vasto, 15
LIBRERIA PIROLA MAGGIOLI
Via Matteotti, 30/32
CARTOLIBRERIA CESA
Via G. Nappi, 47
◇ **BENEVENTO**
LIBRERIA LA GIUDIZIARIA
Via F. Paga, 11
LIBRERIA MASONE
Viale Rettori, 71
◇ **CASERTA**
LIBRERIA GUIDA 3
Via Caduti sul Lavoro, 29/33
◇ **CASTELLAMMARE DI STABIA**
LINEA SCUOLA S.a.s.
Via Raiola, 69/D
◇ **CAVA DEI TIRRENI**
LIBRERIA RONDINELLA
Corso Umberto I, 253
◇ **ISCHIA PORTO**
LIBRERIA GUIDA 3
Via Sogliuzzo
◇ **NAPOLI**
LIBRERIA L'ATENEO
Viale Augusto, 168/170
LIBRERIA GUIDA 1
Via Portalba, 20/23
LIBRERIA GUIDA 2
Via Merliani, 118
LIBRERIA I.B.S.
Salita del Casale, 18
LIBRERIA LEGISLATIVA MAJOLO
Via Caravita, 30
LIBRERIA TRAMA
Piazza Cavour, 75
◇ **NOCERA INFERIORE**
LIBRERIA LEGISLATIVA CRISCUOLO
Via Fava, 51;
◇ **POLLA**
CARTOLIBRERIA GM
Via Crispi
◇ **SALERNO**
LIBRERIA GUIDA
Corso Garibaldi, 142

EMILIA-ROMAGNA

◇ **BOLOGNA**
LIBRERIA GIURIDICA CERUTI
Piazza Tribunali, 5/F
LIBRERIA PIROLA MAGGIOLI
Via Castiglione, 1/C
EDINFORM S.a.s.
Via Farini, 27
◇ **CARPI**
LIBRERIA BULGARELLI
Corso S. Cabassi, 15
◇ **CESENA**
LIBRERIA BETTINI
Via Vescovado, 5
◇ **FERRARA**
LIBRERIA PASELLO
Via Canonica, 16/18
◇ **FORLÌ**
LIBRERIA CAPPELLI
Via Lazzaretto, 51
LIBRERIA MODERNA
Corso A. Diaz, 12
◇ **MODENA**
LIBRERIA GOLIARDICA
Via Emilia, 210
◇ **PARMA**
LIBRERIA PIROLA PARMA
Via Farini, 34/D
◇ **PIACENZA**
NUOVA TIPOGRAFIA DEL MAINO
Via Quattro Novembre, 160
◇ **RAVENNA**
LIBRERIA RINASCITA
Via IV Novembre, 7
◇ **REGGIO EMILIA**
LIBRERIA MODERNA
Via Farini, 1/M
◇ **RIMINI**
LIBRERIA DEL PROFESSIONISTA
Via XXII Giugno, 3

FRIULI-VENEZIA GIULIA

◇ **GORIZIA**
CARTOLIBRERIA ANTONINI
Via Mazzini, 16
◇ **PORDENONE**
LIBRERIA MINERVA
Piazzale XX Settembre, 22/A
◇ **TRIESTE**
LIBRERIA EDIZIONI LINT
Via Romagna, 30
LIBRERIA TERGESTE
Piazza Borsa, 15 (gall. Tergesteo)
◇ **UDINE**
LIBRERIA BENEDETTI
Via Mercatovecchio, 13
LIBRERIA TARANTOLA
Via Vittorio Veneto, 20

LAZIO

◇ **FROSINONE**
CARTOLIBRERIA LE MUSE
Via Marittima, 15
◇ **LATINA**
LIBRERIA GIURIDICA LA FORENSE
Viale dello Statuto, 28/30
◇ **RIETI**
LIBRERIA LA CENTRALE
Piazza V. Emanuele, 8
◇ **ROMA**
LIBRERIA DE MIRANDA
Viale G. Cesare, 51/E-F-G
LIBRERIA GABRIELE MARIA GRAZIA
c/o Pretura Civile, piazzale Clodio
LA CONTABILE
Via Tuscolana, 1027
LIBRERIA IL TRITONE
Via Tritone, 61/A
LIBRERIA L'UNIVERSITARIA
Viale Ippocrate, 99
LIBRERIA ECONOMICO GIURIDICA
Via S. Maria Maggiore, 121
LIBRERIA MEDICHINI
Via Marcantonio Colonna, 68/70
◇ **SORA**
LIBRERIA PIROLA MAGGIOLI
Via Abruzzo, 4
◇ **TIVOLI**
LIBRERIA MANNELLI
Viale Mannelli, 10
◇ **VITERBO**
LIBRERIA DE SANTIS
Via Venezia Giulia, 5
LIBRERIA "AR"
Palazzo Uffici Finanziari - Pietrare

LIGURIA

◇ **CHIAVARI**
CARTOLERIA GIORGINI
Piazza N.S. dell'Orto, 37/38
◇ **GENOVA**
LIBRERIA GIURIDICA BALDARO
Via XII Ottobre, 172/R
◇ **IMPERIA**
LIBRERIA PIROLA MAGGIOLI
Viale Matteotti, 43/A-45
◇ **LA SPEZIA**
CARTOLIBRERIA CENTRALE
Via dei Colli, 5

LOMBARDIA

◇ **BERGAMO**
LIBRERIA ANTICA E MODERNA
LORENZELLI
Viale Giovanni XXIII, 74
◇ **BRESCIA**
LIBRERIA QUERINIANA
Via Trieste, 13
◇ **BRESSO**
CARTOLIBRERIA CORRIDONI
Via Corrdoni, 11
◇ **BUSTO ARSIZIO**
CARTOLIBRERIA CENTRALE BORAGNO
Via Milano, 4
◇ **COMO**
LIBRERIA GIURIDICA BERNASCONI
Via Mentana, 15
NANI LIBRI E CARTE
Via Cairoli, 14
◇ **CREMONA**
LIBRERIA DEL CONVEGNO
Corso Campi, 72
◇ **GALLARATE**
LIBRERIA PIROLA MAGGIOLI
Piazza Risorgimento, 10
LIBRERIA TOP OFFICE
Via Torino, 8
◇ **LECCO**
LIBRERIA PIROLA MAGGIOLI
Corso Mart. Liberazione, 100/A
◇ **LODI**
LA LIBRERIA S.a.s.
Via Defendente, 32
◇ **MANTOVA**
LIBRERIA ADAMO DI PELLEGRINI
Corso Umberto I, 32
◇ **MILANO**
LIBRERIA CONCESSIONARIA
IPZS-CALABRESE
Galleria V. Emanuele II, 15
◇ **MONZA**
LIBRERIA DELL'ARENGARIO
Via Mapelli, 4
◇ **SONDRIO**
LIBRERIA MAC
Via Caimi, 14

Segue: **LIBRERIE CONCESSIONARIE PRESSO LE QUALI È IN VENDITA LA GAZZETTA UFFICIALE**

◇ **VARESE**
LIBRERIA PIROLA DI MITRANO
Via Albuzzi, 8

MARCHE

◇ **ANCONA**
LIBRERIA FOGOLA
Piazza Cavour, 4/5/6

◇ **ASCOLI PICENO**
LIBRERIA PROSPERI
Largo Crivelli, 8

◇ **MACERATA**
LIBRERIA UNIVERSITARIA
Via Don Minzoni, 6

◇ **PESARO**
LIBRERIA PROFESSIONALE MARCHIGIANA
Via Mameli, 34

◇ **S. BENEDETTO DEL TRONTO**
LA BIBLIOFILA
Viale De Gasperi, 22

MOLISE

◇ **CAMPOBASSO**
CENTRO LIBRARIO MOLISANO
Viale Manzoni, 81/83
LIBRERIA GIURIDICA DI.E.M.
Via Capriglione, 42-44

PIEMONTE

◇ **ALBA**
CASA EDITRICE ICAP
Via Vittorio Emanuele, 19

◇ **ALESSANDRIA**
LIBRERIA INTERNAZIONALE BERTOLOTTI
Corso Roma, 122

◇ **ASTI**
LIBRERIA BORELLI
Corso V. Alfieri, 364

◇ **BIELLA**
LIBRERIA GIOVANNACCI
Via Italia, 14

◇ **CUNEO**
CASA EDITRICE ICAP
Piazza dei Galimberti, 10

◇ **NOVARA**
EDIZIONI PIROLA E MODULISTICA
Via Costa, 32

◇ **TORINO**
CARTIERE MILIANI FABRIANO
Via Cavour, 17

◇ **VERBANIA**
LIBRERIA MARGAROLI
Corso Mameli, 55 - Intra

PUGLIA

◇ **ALTAMURA**
LIBRERIA JOLLY CART
Corso V. Emanuele, 16

◇ **BARI**
CARTOLIBRERIA QUINTILIANO
Via Arcidiacono Giovanni, 9
LIBRERIA PALOMAR
Via P. Amedeo, 176/B
LIBRERIA LATERZA GIUSEPPE & FIGLI
Via Sparano, 134
LIBRERIA FRATELLI LATERZA
Via Crisanzio, 16

◇ **BRINDISI**
LIBRERIA PIAZZO
Piazza Vittoria, 4

◇ **CERIGNOLA**
LIBRERIA VASCIAVEO
Via Gubbio, 14

◇ **FOGGIA**
LIBRERIA ANTONIO PATIERNO
Via Dante, 21

◇ **LECCE**
LIBRERIA LECCE SPAZIO VIVO
Via Palmieri, 30

◇ **MANFREDONIA**
LIBRERIA IL PAPIRO
Corso Manfredi, 126

◇ **MOLFETTA**
LIBRERIA IL GHIGNO
Via Campanella, 24

◇ **TARANTO**
LIBRERIA FUMAROLA
Corso Italia, 229

SARDEGNA

◇ **CAGLIARI**
LIBRERIA F.LLI DESSÌ
Corso V. Emanuele, 30/32

◇ **ORISTANO**
LIBRERIA CANU
Corso Umberto I, 19

◇ **SASSARI**
LIBRERIA AKA
Via Roma, 42
LIBRERIA MESSAGGERIE SARDE
Piazza Castello, 11

SICILIA

◇ **ACIREALE**
CARTOLIBRERIA BONANNO
Via Vittorio Emanuele, 194
LIBRERIA S.G.C. ESSEGICI S.a.s.
Via Caronda, 8/10

◇ **AGRIGENTO**
TUTTO SHOPPING
Via Panoramica dei Templi, 17

◇ **ALCAMO**
LIBRERIA PIPITONE
Viale Europa, 61

◇ **CALTANISSETTA**
LIBRERIA SCIASCIA
Corso Umberto I, 111

◇ **CASTELVETRANO**
CARTOLIBRERIA MAROTTA & CALIA
Via Q. Sella, 106/108

◇ **CATANIA**
LIBRERIA ARLIA
Via Vittorio Emanuele, 62
LIBRERIA LA PAGLIA
Via Etnea, 393
LIBRERIA ESSEGICI
Via F. Riso, 56

◇ **ENNA**
LIBRERIA BUSCEMI
Piazza Vittorio Emanuele, 19

◇ **GIARRE**
LIBRERIA LA SENORITA
Corso Italia, 132/134

◇ **MESSINA**
LIBRERIA PIROLA MESSINA
Corso Cavour, 55

◇ **PALERMO**
LIBRERIA CICALA INGUAGGIATO
Via Villaermosa, 28
LIBRERIA FORENSE
Via Maqueda, 185
LIBRERIA MERCURIO LI.CA.M.
Piazza S. G. Bosco, 3
LIBRERIA S.F. FLACCOVIO
Piazza V. E. Orlando, 15/19
LIBRERIA S.F. FLACCOVIO
Via Ruggero Settimo, 37
LIBRERIA FLACCOVIO DARIO
Viale Ausonia, 70
LIBRERIA SCHOOL SERVICE
Via Galletti, 225

◇ **S. GIOVANNI LA PUNTA**
LIBRERIA DI LORENZO
Via Roma, 259

◇ **TRAPANI**
LIBRERIA LO BUE
Via Cascio Cortese, 8
LIBRERIA GIURIDICA DI SAFINA
Corso Italia, 81

TOSCANA

◇ **AREZZO**
LIBRERIA PELLEGRINI
Via Cavour, 42

◇ **FIRENZE**
LIBRERIA ALFANI
Via Alfani, 84/86 R
LIBRERIA MARZOCCO
Via de' Martelli, 22 R
LIBRERIA PIROLA «già Etruria»
Via Cavour, 46 R

◇ **GROSSETO**
NUOVA LIBRERIA S.n.c.
Via Mille, 6/A

◇ **LIVORNO**
LIBRERIA AMEDEO NUOVA
Corso Amedeo, 23/27
LIBRERIA IL PENTAFOGLIO
Via Fiorenza, 4/B

◇ **LUCCA**
LIBRERIA BARONI ADRI
Via S. Paolino, 45/47
LIBRERIA SESTANTE
Via Montanara, 37

◇ **MASSA**
LIBRERIA IL MAGGIOLINO
Via Europa, 19

◇ **PISA**
LIBRERIA VALLERINI
Via dei Mille, 13

◇ **PISTOIA**
LIBRERIA UNIVERSITARIA TURELLI
Via Macallè, 37

◇ **PRATO**
LIBRERIA GORI
Via Ricasoli, 25

◇ **SIENA**
LIBRERIA TICCI
Via Terme, 5/7

◇ **VIAREGGIO**
LIBRERIA IL MAGGIOLINO
Via Puccini, 38

TRENTINO-ALTO ADIGE

◇ **TRENTO**
LIBRERIA DISERTORI
Via Diaz, 11

UMBRIA

◇ **FOLIGNO**
LIBRERIA LUNA
Via Gramsci, 41

◇ **PERUGIA**
LIBRERIA SIMONELLI
Corso Vannucci, 82
LIBRERIA LA FONTANA
Via Sicilia, 53

◇ **TERNI**
LIBRERIA ALTEROCCA
Corso Tacito, 29

VENETO

◇ **CONEGLIANO**
CARTOLERIA CANOVA
Corso Mazzini, 7

◇ **PADOVA**
IL LIBRACCIO
Via Portello, 42
LIBRERIA DIEGO VALERI
Via Roma, 114

◇ **ROVIGO**
CARTOLIBRERIA PAVANELLO
Piazza V. Emanuele, 2

◇ **TREVISO**
CARTOLIBRERIA CANOVA
Via Calmaggiore, 31

◇ **VENEZIA**
CENTRO DIFFUSIONE PRODOTTI I.P.Z.S.
S. Marco 1893/B - Campo S. Fantin

◇ **VERONA**
LIBRERIA GIURIDICA EDITRICE
Via Costa, 5
LIBRERIA GROSSO GHELFI BARBATO
Via G. Carducci, 44
LIBRERIA L.E.G.I.S.
Via Adigetto, 43

◇ **VICENZA**
LIBRERIA GALLA 1880
Corso Palladio, 11

MODALITÀ PER LA VENDITA

La «Gazzetta Ufficiale» e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico:
— presso le Agenzie dell'Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato in ROMA: piazza G. Verdi, 10 e via Cavour, 102;
— presso le Librerie concessionarie indicate nelle pagine precedenti.

Le richieste per corrispondenza devono essere inviate all'Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato - Direzione Marketing e Commerciale - Piazza G. Verdi, 10 - 00100 Roma, versando l'importo, maggiorato delle spese di spedizione, a mezzo del c/c postale n. 387001. Le inserzioni, come da norme riportate nella testata della parte seconda, si ricevono con pagamento anticipato, presso le agenzie in Roma e presso le librerie concessionarie.

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO - 1997

Gli abbonamenti annuali hanno decorrenza dal 1° gennaio e termine al 31 dicembre 1997
i semestrali dal 1° gennaio al 30 giugno 1997 e dal 1° luglio al 31 dicembre 1997

PARTE PRIMA - SERIE GENERALE E SERIE SPECIALI
Ogni tipo di abbonamento comprende gli indici mensili

Tipo A - Abbonamento ai fascicoli della serie generale, inclusi tutti i supplementi ordinari:
- annuale ..... L. 440.000
- semestrale ..... L. 250.000

Tipo A1 - Abbonamento ai fascicoli della serie generale, inclusi i soli supplementi ordinari contenenti i provvedimenti legislativi:
- annuale ..... L. 360.000
- semestrale ..... L. 200.000

Tipo A2 - Abbonamento ai supplementi ordinari contenenti i soli provvedimenti non legislativi:
- annuale ..... L. 100.000
- semestrale ..... L. 60.000

Tipo B - Abbonamento ai fascicoli della serie speciale destinata agli atti dei giudizi davanti alla Corte costituzionale:
- annuale ..... L. 92.500
- semestrale ..... L. 60.500

Tipo C - Abbonamento ai fascicoli della serie speciale destinata agli atti delle Comunità europee:
- annuale ..... L. 236.000
- semestrale ..... L. 130.000

Tipo D - Abbonamento ai fascicoli della serie speciale destinata alle leggi ed ai regolamenti regionali:
- annuale ..... L. 92.000
- semestrale ..... L. 59.000

Tipo E - Abbonamento ai fascicoli della serie speciale destinata ai concorsi indetti dallo Stato e dalle altre pubbliche amministrazioni:
- annuale ..... L. 231.000
- semestrale ..... L. 126.000

Tipo F - Abbonamento ai fascicoli della serie generale, inclusi tutti i supplementi ordinari, ed ai fascicoli delle quattro serie speciali:
- annuale ..... L. 950.000
- semestrale ..... L. 514.000

Tipo F1 - Abbonamento ai fascicoli della serie generale inclusi i supplementi ordinari contenenti i provvedimenti legislativi e ai fascicoli delle quattro serie speciali (escluso tipo A2):
- annuale ..... L. 850.000
- semestrale ..... L. 450.000

Integrando con la somma di **L. 125.000** *il versamento relativo al tipo di abbonamento della* Gazzetta Ufficiale, *parte prima, prescelto si riceverà anche l'Indice repertorio annuale cronologico per materie 1997.*

Prezzo di vendita di un fascicolo della *serie generale*	L.	1.500
Prezzo di vendita di un fascicolo delle *serie speciali I, II e III*, ogni 16 pagine o frazione	L.	1.500
Prezzo di vendita di un fascicolo della *IV serie speciale Concorsi ed esami*	L.	2.800
Prezzo di vendita di un fascicolo *indici mensili*, ogni 16 pagine o frazione	L.	1.500
Supplementi ordinari per la vendita a fascicoli separati, ogni 16 pagine o frazione	L.	1.500
Supplementi straordinari per la vendita a fascicoli separati, ogni 16 pagine o frazione	L.	1.500

Supplemento straordinario «Bollettino delle estrazioni»

Abbonamento annuale	L.	140.000
Prezzo di vendita di un fascicolo ogni 16 pagine o frazione	L.	1.500

Supplemento straordinario «Conto riassuntivo del Tesoro»

Abbonamento annuale	L.	91.000
Prezzo di vendita di un fascicolo	L.	8.000

Gazzetta Ufficiale su MICROFICHES - 1997
(Serie generale - Supplementi ordinari - Serie speciali)

Abbonamento annuo (52 spedizioni raccomandate settimanali)	L.	1.300.000
Vendita singola: ogni microfiches contiene fino a 96 pagine di Gazzetta Ufficiale	L.	1.500
Contributo spese per imballaggio e spedizione raccomandata (da 1 a 10 microfiches)	L.	4.000

N.B. — Per l'estero i suddetti prezzi sono aumentati del 30%.

PARTE SECONDA - INSERZIONI

Abbonamento annuale	L.	410.000
Abbonamento semestrale	L.	245.000
Prezzo di vendita di un fascicolo, ogni 16 pagine o frazione	L.	1.550

I prezzi di vendita, in abbonamento ed a fascicoli separati, per l'estero, *nonché quelli di vendita dei fascicoli delle* annate arretrate, *compresi i supplementi ordinari e straordinari, sono* raddoppiati.

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 387001 intestato all'Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato. L'invio dei fascicoli disguidati, che devono essere richiesti entro 30 giorni dalla data di pubblicazione, è subordinato alla trasmissione dei dati riportati sulla relativa fascetta di abbonamento.

Per informazioni o prenotazioni rivolgersi all'Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato - Piazza G. Verdi, 10 - 00100 ROMA
abbonamenti ☎ (06) 85082149/85082221 - vendita pubblicazioni ☎ (06) 85082150/85082276 - inserzioni ☎ (06) 85082146/85082189